A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 231 - 1,50 € Janvier - Février 2012
Pour l'Emancipation Sociale !

Fidèle Sarko

On peut reprocher bien des choses à Sarkozy mais certainement pas de manquer de suite dans les quelques idées qui orientent son action politique. Et ce en dépit de son style brouillon dû au caractère impulsif et hyperactif du personnage. Sa prestation télévisée de la fin janvier en a encore offert un nouvel exemple.

Venant après l'annonce de la dégradation par *Standard and Poor's* de la dette publique et avant celle de son entrée officielle en campagne, ce show télévisé était destiné à démontrer qu'il restait à la manœuvre et que la situation ne lui échappait pas. Les deux annonces phares ont été la hausse du taux normal de la TVA et l'incitation à la conclusion d'« *accords de compétitivité-emploi* ». La première soi-disant pour alléger les cotisations sociales patronales et défendre ainsi la compétitivité internationale des entreprises françaises, la seconde pour sauver des emplois grâce à la flexibilisation des salaires et du temps de travail.

La continuité de ces mesures avec les fondamentaux de la politique sarkozyste se lit à tous les niveaux. Et d'abord dans le langage utilisé qui emprunte à la pure novlangue néolibérale. Ainsi le surcroît de TVA est-il baptisé « *TVA sociale* » alors qu'il s'agit d'une mesure essentiellement antisociale en tant qu'elle diminuera d'autant le pouvoir d'achat des couches populaires. Quant aux « *accords de compétitivité* », tout le monde aura compris qu'ils ne serviront qu'à démanteler ce qui reste du droit du travail en en affranchissant désormais les accords d'entreprise.

Ces mesures se situent donc dans le droit fil d'une politique qui n'a cessé de dégrader la situation les salariés et, plus largement, celle du pays. Avec un million de chômeurs et cinq cent milliards de dettes publiques supplémentaires, le quinquennat sarkozyste détient d'ores et déjà un record qui sera difficile à battre, mais que son détenteur entend visiblement parfaire au cours des prochaines semaines… ou années de son exercice du pouvoir. Car les mesures annoncées, synonymes de contraction de la croissance économique, ne pourront qu'entraîner une nouvelle aggravation et du chômage et de la dette publique selon une spirale infernale dénoncée ici même à plusieurs reprises.

Et, logiquement, la continuité de cette politique désastreuse signifie la défense des intérêts les plus étroits des couches les plus riches et aisées de la population, bourgeoisie en tête. Pas question d'augmenter l'impôts sur les sociétés ni de supprimer l'exemption de prélèvement social sur les heures supplémentaires pas plus que d'alourdir les tranches supérieures de l'impôt sur le revenus ou l'ISF : tous les cadeaux fiscaux consentis au fil du quinquennat, largement responsables de l'aggravation de la dette publique, ont été maintenus. Commencé dans les salons du Fouquet's et sur le yacht de Bolloré, le quinquennat s'achève en adressant des signaux forts de solidarité envers ceux qui les fréquentent.

Et si la Chine devenait l'épicentre des turbulences à venir, tenant ainsi les clefs de la décennie 2010-2020 ? C'est la question que pose Jacques Chastaing dans un article publié dans la revue ***«Carré rouge»*** (pour s'abonner : consultez le site de *« Carré rouge »* ou envoyez un chèque de 20 euros pour un an (4 numéros) à l'ordre des *« Amis de Carré rouge »* BP 125 75463 PARIS cedex 10) et dont nous publions ci-dessous quelques extraits. L'intégralité du texte est en accès libre sur le site de ***«Carré rouge»*** : www.carre-rouge.org

Fractures et grondements dans l'atelier du monde

En 2008, la crise a rebattu toutes les cartes. L'année 2009 a vu renaître l'anticapitalisme. En 2011 est réapparue l'idée de révolution. Reste la question de l'indépendance politique du prolétariat, qui est encore ouverte. Est-ce que des révolutions commencées dans le tiers-monde comme démocratiques, pourraient poser à nouveau l'actualité du prolétariat et du socialisme ? La plupart des observateurs écrivent que la révolution n'est pas possible en Chine tant que le PIB progresse de 10% par an parce qu'il permet d'intégrer 10 à 20 millions de nouveaux travailleurs chaque année dans le système (…). Dès lors, on peut se demander si la combativité grandissante de la nouvelle classe ouvrière, 300 millions d'individus, est condamnée à rester au stade d'émeutes sans lendemain réprimées férocement sans qu'elle ne puisse jamais accéder à son indépendance politique. (…)

Chine d'en bas et Chine d'en haut

En octobre 2012 et en mars 2013 les deux dirigeants actuels du parti et du pays, Hu Jintao et Wen Jiabao devront être remplacés. À chaque fois, ou presque, où il y a eu de tels changements au sommet de l'État et du parti, la Chine est entrée dans des convulsions sociales et politiques profondes. Dans les dictatures, ces transitions sont toujours problématiques. (…)

La Chine est au centre des interrogations (…) Le pays paraît mystérieux car le stalinisme a coupé tous les liens entre la pensée critique, révolutionnaire et le prolétariat. Or, si la Chine est passée en quarante ans de l'équivalent du XVIIe siècle européen au XXIe siècle, provoquant nombre de ruptures, sociales, politiques et morales et désagrégeant l'ancien mode de vie, on ne sait rien des contenus sociaux, moraux ou intellectuels qui façonnent les grondements actuels de la Chine d'en bas.

La deuxième économie du monde, mais fragile et ultra-inégalitaire

A l'été 2010, l'économie chinoise est devenue la deuxième du monde. De 2004 à 2008, les fusions acquisitions mondiales impliquant une société chinoise ont été multipliées par dix, tandis que la part des acquisitions par la Chine devenait prépondérante, atteignant 65 % du total. À partir de 2006, la Chine est devenue le bailleur de fonds des pays émergents, notamment d'Afrique. Cependant les sociétés chinoises en question sont souvent des filiales étrangères domiciliées en Chine. Près de 60 % des exportations chinoises proviennent des entreprises étrangères installées en Chine. En même temps, la consommation intérieure s'effondrait de 50 % du PIB dans les années 1990 à moins de 30 % aujourd'hui avec une accélération ces dernières années. L'essentiel des bénéfices chinois va dans la poche des pays riches. Le colosse a des pieds d'argile. (…)

En 2004, la Chine produisait 85 % des tracteurs du monde, 75% des montres, 70% des jouets, 60% de la pénicilline, 55% des appareils photos, 50% des ordinateurs portables, 50% des chaussures, 29% des climatiseurs, 15% de l'acier... De 2006 à 2011, elle s'est hissée au rang des premières puissances mondiales, devenant le premier exportateur mondial et, depuis 2009, le premier producteur et marché automobile mondial. La Chine est aussi la deuxième puissance en termes de production scientifique. On comptait 5 millions d'étudiants en 2001, aujourd'hui 25 millions et 1,5 million de chercheurs, plus que l'ensemble des nations européennes. Elle est à la pointe des recherches dans de nombreux domaines techniques, coréalisées souvent avec des Américains, Australiens ou Sud-Coréens donnant naissance à l'embryon d'un réseau scientifique (…)

La recherche en sciences humaines n'est pas en reste, alimentant les débats sur l'état de la Chine et son avenir comme celui de la région. Les publications et traductions de livres étrangers se sont aussi multipliées, ouvrant à d'autres curiosités

C'est un pays riche avec une population pauvre. On compte un million de millionnaires et cent millions d'habitants qui vivent avec moins de 8 euros par mois. L'indice des inégalités sociales, le plus élevé du monde, est considéré comme hautement explosif.

La révolution culturelle

A chaque mécontentement ouvrier, s'ensuit une lutte entre les clans au sommet de l'État qui donne alors une tournure politique à ces conflits, constante qu'on retrouve dans toutes les crises.

On limite la « révolution culturelle » des années qui suivent 1966 à des rivalités au sommet de l'État entre les « réformateurs » et Mao Tsé Toung. Ce dernier aurait fait appel à la jeunesse étudiante contre ses adversaires, provoquant l'irruption du prolétariat. En fait, c'est presque l'inverse. Le mécontentement ouvrier fut le facteur déclencheur d'un large mouvement qui couvait depuis quelques temps et auquel Mao voulait mettre fin (…).

La mobilisation étudiante en 1966 a pour conséquence une immense confusion dont de nombreux travailleurs profitent pour changer l'ambiance dans leurs usines. Elles sont occupées, on y vit en famille et on vote sur tout. Mao, prenant peur devant le lien qui se fait entre des étudiants radicaux et les ouvriers, envoie l'armée. Les combats sont sanglants. La répression est terrible, 16 millions de « jeunes instruits » sont envoyés à la campagne.

Le printemps de Pékin

Une fois la «révolution culturelle» enterrée à la mort de Mao en 1976, se pose le problème de sa succession. A l'occasion de l'enterrement du 1er ministre Zhou Enlai en avril 1976, réputé «réformateur», des centaines de milliers de Pékinois défilent place Tien Anmen, dénoncent l'épouse de Mao et se heurtent à la police. Aussitôt, chaque clan prépare son coup d'État. Les «réformateurs» appuyés par l'armée l'emportent

sur les «conservateurs» soutenus par la milice (…).

En novembre 1979, des dizaines de milliers de manifestants occupent la place Tien Anmen aux cris de «Vive la liberté! Vive la démocratie!» Une presse parallèle voit le jour. Le mouvement s'étend à d'autres villes. Mais à Shangaï, la population citadine et ouvrière s'en mêle. Des échauffourées importantes entre la police et les ouvriers font se retourner les «réformateurs» contre l'agitation populaire. La répression s'abat. Le printemps de Pékin prend fin.

Tien Anmem

En 1986-87, le secrétaire du parti qui emmène le courant «réformateur» s'appuie sur une progression annuelle du PIB de 15 % (déjà !) pour décider quelques expériences de démocratie, comme l'élection de certains responsables. Encouragés, des étudiants manifestent pour les droits démocratiques. Les réformes ont jeté à la rue des contingents énormes d'ouvriers des entreprises d'état démantelées. La libéralisation provoque une violente hausse des prix : 14 % en 1987, 18,5 % en 1988. Le pouvoir d'achat est laminé, le peuple gronde. La plupart des étudiants, enfants des privilégiés, (…) soutiennent les libéraux sachant bien que la poursuite des réformes ne signifie pas une amélioration de la condition ouvrière. Tout au plus veulent-ils donner quelques garanties juridiques pour que l'exploitation ne soit pas trop sauvage (…). Au fond, ils rêvent d'eux-mêmes en dirigeants modernes de cette société. (…)

Les classes populaires se saisirent de l'ouverture créée par la contestation étudiante pour entrer en lutte. Des millions de citadins, chômeurs et ouvriers, se rendent place Tian Anmen. Des émeutes populaires éclatent dans des quartiers de Pékin et d'autres villes. Un clivage se produisit. Les dirigeants étudiants redoutaient le soulèvement des couches populaires et leurs revendications économiques etr insistent sur le caractère pacifique de leur démarche (…), tandis que des étudiants qui s'étaient radicalisés au contact des ouvriers critiquent les positions pacifistes. Des milices armées s'organisent pour protéger les quartiers et monter des barricades pendant que les dirigeants étudiants s'acharnent à rendre les armes à l'armée. La répression cible l'Union Ouvrière, les ouvriers et les citadins. Elle est féroce et s'étend jusqu'aux étudiants les plus timorés, pendant qu'au sommet de l'État, les dirigeants libéraux sont limogés. Ce n'est qu'à ce moment que les dirigeants étudiants concédèrent l'appel à la grève générale pour se protéger, mais il était trop tard (…).

Ces événements politiques se sont accompagnés de ruptures sociales profondes qui donnent la puissance des grondements actuels et expliquent l'âpreté des divisions au sommet.

Rupture entre le parti et la paysannerie

(…) En 1978, le pouvoir amplifie l'initiative privée paysanne. Au milieu des années 1990, la quasi-totalité de la terre était dé-collectivisée tout en restant propriété de l'État. Ce furent les meilleures années pour les paysans. Leur niveau de vie doubla en quelques années.

Les paysans considérèrent alors que la terre leur appartenait et commencèrent à la louer ou la vendre, initiant une différenciation sociale riches/pauvres. Des dizaines de millions d'ouvriers agricoles furent réduits à la pire des misères. Le travail des enfants réapparut. Les paysans miséreux se mirent à fuir les campagnes en une véritable marée humaine vers les zones urbaines. La logique de l'économie marchande locale prenait le pas sur la planification centralisée d'en haut. Le pouvoir politique rural changea au profit de la nouvelle couche de ruraux enrichis, entraînant une multitude de conflits entre la base du parti et les sommets, faisant naître l'opposition actuelle de l'État au parti (...).

Le retrait de l'État entraînait (...) l'utilisation sauvage des engrais qui épuisait les terres et polluait le sol. Les paysans enrichis devenus autorités locales augmentent alors les impôts et confisquent les terres des petits paysans (40 millions d'entre eux sont expropriés entre 1997 et 2006) pour les revendre ensuite à prix d'or à des industriels ou des promoteurs (entre 2000 et 2005, près de 6 millions d'hectares de terres agricoles ont été consommés ainsi). On estime à 30 millions le nombre de paysans qui se sont révoltés ces dernières années.

Le parti a perdu son principal soutien, la paysannerie : les plus riches, devenus une opposition économique et étatique à rencontre des sommets du parti, les plus pauvres devenus les nouveaux ouvriers migrants, les *mingong,* qui font entendre aujourd'hui les grondements qui secouent le pays.

Rupture entre le parti et les ouvriers des usines d'Etat

Un autre des piliers de la société chinoise était les ouvriers des complexes industriels d'État. Le gouvernement maintenait la garantie de l'emploi, du logement, de l'école, des soins médicaux. En échange (…) les ouvriers renonçaient à la lutte. Les choses changent à la fin de la révolution culturelle

(...). La production a été pratiquement paralysée dans les grandes usines d'État par une grève quasi permanente. Dès 1978 le principal souci des autorités a été de briser les résistances forgées au long de ces années. Pour remettre les ouvriers au travail, on réintroduit les primes, le salaire aux pièces, le droit de licencier. (...) La productivité reste très faible à la fin des années 1980, les ouvriers résistant toujours, aidés par l'encadrement des entreprises également visé.(...) Pour répondre aux migrations paysannes et déplacer les ouvriers des usines d'État, que Zhao Ziyang ouvrit les Zones Économiques Spéciales (ZES) où il livrait les uns et les autres à l'exploitation la plus sauvage du capital international (…). Pour éliminer les cadres des entreprises d'État qui résistaient, le gouvernement organisa l'élection des contremaîtres qui... se firent les porte-parole de l'agitation. Si le gouvernement atteint son objectif d'élimination des vieux cadres, on assistera aussii à la naissance de « dissidents » ouvriers de la future « Union Ouvrière » de 1989.

Après la répression de Tien Anmen, il fallait infliger une défaite cinglante à ces travailleurs des entreprises étatiques qui se battaient et représentaient l'écrasante majorité de la main-d'œuvre. Plus de 40 millions de travailleurs furent licenciés. Les luttes furent réprimées une par une. Les entreprises nationales petites ou moyennes furent privatisées au plus grand bénéfice des directeurs de ces entreprises et des bureaucrates locaux. Les grandes entreprises nationales tombèrent aux mains de bureaucrates d'échelon plus élevé. A tous les niveaux, les administrations se mirent à gérer leurs propres sociétés (...). Par exemple, le service de lutte contre l'in-

cendie oblige les usines à acheter les extincteurs vendus par les sociétés qu'il détient. Leur fonctionnement ressemble à celui de la mafia, et ces fonctionnaires collaborent souvent avec la pègre locale.

Le mode de vie vole en éclat

(…) Le mode de vie d'une société sclérosée vole en éclat sous la pression de la masse d'ouvriers licenciés et de paysans ruinés qui envahissent les villes. Les ZES et le lien direct entre salaire et productivité s'étendent désormais à tout le pays. A la sécurité de l'emploi passée succède l'insécurité permanente. Les hausses de salaires sont balayées par les hausses de prix. Le travail au noir sans règles devient le complément d'un salaire insuffisant. Les bulldozers sont lâchés, les gratte-ciel sortent du sol, 5 000 tours sont construites en trois ans à Shangaï, les millionnaires et la misère éclatent. Le prolétariat flottant des campagnes concurrence ce qui reste de travailleurs sous statut, entraînant une forte hostilité de ces derniers. Après sa transformation à la campagne, la classe dirigeante continue sa mutation. Des hauts fonctionnaires deviennent des hommes d'affaires, des gardes rouges des caïds du marché noir, des dissidents du mouvement démocratique des spéculateurs en Bourse. Le marché commence à dicter sa loi au détriment de l'Etat et la vie d'une jeunesse partagée entre le sexe, l'alcool ou la drogue en est une retombée. La liberté sexuelle en est un corollaire., la liberté d'expression un enchaînement, mais tout cela, dans la soumission à la marchandise (...). La violence des rapports sociaux a souvent pris la forme d'un antagonisme explosif entre le mode de vie en pleine révolution et des régimes dictatoriaux traditionalistes momifiés. (...) Cette révolution du mode de vie donne à la nouvelle classe ouvrière et à sa jeunesse un rôle central dans la contestation.

Révolution urbaine

Les traditions, la famille, la religion ont été bouleversées par l'urbanisation. (…) On estime le nombre de migrants passant par jour par la gare de Pékin à 100000. (…). Dongguan double de taille tous les cinq ans. On y voit surtout des usines, 6000 semble-t-il, et des prostituées. Grilles, portes blindées, alarmes, caméras, les résidences des couches aisées sont entourées de murs et de barbelés, et d'armées de vigiles privés souvent liés aux mafias (…).

Les taudis s'agglutinent au pied des tours flambant neuves. Les coupures de courant sont fréquentes, le tout-à-1'égout laisse à désirer et l'eau arrive quand elle peut. (…) L'eau de la moitié des villes est déclarée impropre à la consommation par les autorités elles-mêmes. Sans parler des immeubles qui s'écroulent à peine construits, parce qu'on a économisé sur la qualité de l'acier ou du béton (…). La circulation est impossible, l'air irrespirable dans une nuée de gaz agressifs (…).

La désagrégation du lien social traditionnel dans les villes s'illustre par la progression foudroyante du sida. Quand les migrants ne trouvent pas de travail, les hommes volent et les femmes se prostituent. (...) Après des décennies de puritanisme stalinien, on assiste à une révolution des mœurs, les gangs et la drogue se développent aussi vite que les MST. La morale traditionnelle officielle s'effondre mais fait arrêter les homosexuels pour attentat à la pudeur et les envoie dans de sinistres camps de rééducation (…). Le nombre d'enfants abandonnés est considérable (peut-être 50 millions), réduits pour survivre à vivre en bandes ou à se vendre à des négriers en tous genres.

Révolution matrimoniale

A la campagne, les femmes sont encore kidnappées et vendues 100 ou 200 euros pour être mariées ou simplement pour payer des frais d'hôpital. Le mépris des femmes et la politique de l'enfant unique multiplient les avortements de filles. Avec l'urbanisation, la famille change. 70 % des femmes travaillent, plus qu'en Allemagne. 80 % des travvailleurs dans le Guangdong sont des femmes entre 16 et 25 ans. Dans un pays où les relations sexuelles sont interdites avant le mariage, le nombre d'adultères ou de divorces explose (…).

Avec le licenciement quasi automatique passé 25 ans, il reste alors à survivre clandestinement en ville parce qu'il est interdit aux migrants de résidder en ZES sans travail, même s'ils sont marié(e) s avec un résidant. (…) L'usine, la vie collective dans les dortoirs, malgré sa dureté, est une ouverture, une libération pour les jeunes filles, par rapport à la campagne. Des milliers de magazines féminins ont vu le jour, lus par des millions de jeunes ouvrières.

Révolution scolaire

L'école publique en principe gratuite et accessible à tous n'est pas accessible aux migrants et à leurs enfants. À partir d'un certain niveau, elle est élitiste et très onéreuse. L'université a été ouverte à tous en 1999. Mais le coût des études a été multiplié par 50 en dix ans. (…). La fusion université-entreprise est tellement avancée que l'entreprise naît parfois de l'université. On voit des lycées faire usines de dépeçage et conserverie de lapins pour survivre.

Des écoles privées s'ouvrent à partir d'initiatives diverses. 30% des ouvriers et surtout ouvrières se ruent à des cours du soir dans des écoles privés. On y enseigne n'importe quoi et n'importe comment (…). Mais, contrairement aux écoles publiques, compassées et sclérosées, il y a toute liberté d'y aborder tout sujet (Par exemple : «la Chine est elle capitaliste ou socialiste» ?) à des auditeurs surexploités le jour, à la parole libre le soir, enfermés ensemble dans des casernes/dortoirs la nuit. Le mélange es détonant.

Révolution internet

Cette jungle urbaine où les liens traditionnels ont éclaté, donne force à internet. Mais internet ne serait rien sans cette structuration de la nouvelle donne sociale autour de la contestation ouvrière.

(…) Les nouveau moyens de communication permettent de faire circuler des informations, élargissent le débat public et servent aussi de centre organisateur à des grèves ou manifestations. Tout le monde filme tout et transmet. L'aspiration au changement politique apparaît sur des problèmes de pollution, de santé publique ou de corruption. (…) Le site internet Weibo a joué un rôle crucial dans la mobilisation des 12000 habitants occupant la place centrale de la ville de Dalian, refusant de la quitter tant que n'aurait pas été prise la décision de fermeture de l'usine pétrochimique par les autorités. Du coup, Weibo est menacé par le pouvoir qui y voyait à la fin de l'été 2011 une «*menace sociale massive*».

Le rocker Pékinois Cui Jian qui dénonce le socialisme de marché voit ses disques reproduits à des millions d'exemplaires sous le manteau. En

même temps, on assiste à l'apparition d'une cyber-littérature avec plus de 10000 sites de lecture en ligne où les lecteurs peuvent donner leur avis. Cela entraîne une déferlante littéraire depuis 2003 avec des milliers de maisons d'édition et des revues de critique littéraire qui étendent leurs analyses à la société (...). Ce qui n'est pas sans influence sur l'université qui semblait évoluer à droite et qui se taisait depuis Tian Anmen. (…). La presse écrite ose ce qu'elle n'osait pas hier (...). Les articles de dénonciation de la corruption sont maintenant monnaie courante. Mais la presse en paye aussi le prix par les condamnations, les mises à sac ou les assassinats par des hommes de main de patrons ou des autorités. (…). Le courage populaire a encouragé les bouches à s'ouvrir.

Rupture avec la jeunesse ouvrière

(...) On assiste aujourd'hui à une explosion des résistances multiples et des conflits sociaux.

Il faut dire que la durée du travail varie le plus souvent à l'usine de 12 à 15 heures par jour, mais cela va jusqu'à 18 heures 6 jours sur 7 mais parfois aussi 7 jours sur 7, avec un jour de congé par mois ou parfois pas du tout, même si la première semaine de congés payés a été accordée en 2010. Sans sortir de l'usine. Car on y dort, dans des dortoirs où on s'entasse à 10 sur dix m2. En matière de salaires, on trouve tout, 10 euros par mois, 100, parfois 300 euros... quand les salaires sont payés et avec un argent véritable, pas des photocopies de billets...

(…) Cette surexploitation conduit parfois à des suicides en cascade comme sur le principal site taïwanais de Fox-conn, 400000 salariés à Shenzen, qualifié de « véritable camp de concentration » par un rapport d'ONG occidentales. Dans les usines chinoises, on peut commencer à travailler dès 12 ou 13 ans (même si la loi l'interdit), les affaires et papiers personnels sont confisqués, on peut être kidnappé pour être emmené de force au travail. (…) En retard d'une ou deux minutes, on est licencié sur le champ et on perd les deux premiers mois de salaire que le patron retient systématiquement. Malade, on est licencié. Du coup, on tombe d'épuisement à son poste, on meurt de fatigue, d'empoisonnement au travail, d'incendie ou, tout simplement, de faim, comme le disaient des banderoles d'ouvrières en grève «On veut manger», à l'usine de confection de Pai-Tcheng ! On y est insultés, battus, enfermés dans des prisons internes par des milices privées recrutées dans la pègre. Les intoxications par des plats de cantine où «grouillent les vers», ou chimiques, y sont la règle, comme pour les 230 000 ouvrières d'une usine de chaussures empoisonnées par du benzène dans le Fou-Kien. Le taux des maladies professionnelles augmente d'environ 70 % par an. Pour plus de 80 % il n'y a pas de protection maladie, accidents, chômage ou retraite. Faire grève signifie au moins le licenciement, le plus souvent la prison et parfois la mort.

(…) La moitié des ouvriers sont des jeunes nés après 1979. (…) La génération qui vit depuis 20 ou 30 ans dans les villes est plus expérimentée, plus cultivée, et davantage affranchie de bien des traditions que la génération précédente (…). Selon le magazine chinois Outlook Weekfy, il y aurait eu 280 000 conflits du travail en 2008. Ceux-ci auraient augmenté de 30 % durant le premier semestre 2009 par rapport à l'année précédente (…) Et à l'ère d'internet, leur isolement, qui était leur principale faiblesse, permettant au pouvoir de les écraser en silence, a pris fin. Les actes antigouvernementaux se multiplient : attentats à la voiture piégée, attaques à l'explosif, à la grenade, au cocktail Molotov, assauts de foules en colère contre des bâtiments municipaux, d'État ou des médias officiels. Agressions individuelles de représentants de l'autorité, vengeances ouvrières, attaques de patrons ou chefs dans les supermarchés, à l'hôpital, en voiture, chez eux, se multiplient et bénéficient de la publicité d'internet, à tel point qu'en 2002, la province d'Anhui a promulgué un règlement sévère contre... l'assassinat des patrons !

(...) Les combats de l'ancienne classe ouvrière des industries d'État ne sont pas finis (…). Les xiagang du pétrole à Daqing en 2002 forment un comité provisoire des licenciés qui dure plus d'un an, entraînant 50000 ouvriers à bloquer trains, routes et gares et à occuper les usines. Même chose pour ceux du ciment, du charbon... En 2009, à l'aciérie Tonghua, le patron est enlevé et tué. En 2010, à la Sasac de Puyang, le député et directeur est séquestré...

Fait nouveau en 2010 qui semble révélateur d'évolutions de fond, les très nombreuses luttes pour les salaires dans la nouvelle classe ouvrière révélées par la vague de grèves du printemps 2010 dans la production automobile (…). Au lieu de se défendre, dans ces conflits, les travailleurs passent à l'offensive et leurs succès encouragent à aller plus loin. En fait, chaque année depuis 2007, les firmes chinoises ont été contraintes d'augmenter les salaires de 10 ou 20 % et de modifier les conditions d'exploitation.

Un espace pour un syndicalisme et des partis ouvriers traditionnels ?

(…) Il faut comprendre les luttes dans un contexte syndical qui change. (…) La FNCS (Fédération nationale chinoise des syndicats), composante de l'appareil d'État, était responsable de l'attribution des appartements et de la validation des frais médicaux. Ces avantages ont disparu. La FNCS a perdu ses pouvoirs. Les syndicats deviennent « maison » et le directeur du personnel préside ces syndicats. Ce qui fait que dans les luttes on voit des comités de grève indépendants (…).

De petits cercles de militants individuels se forment et, à partir de ce milieu, a pu se forger un réseau plus ou moins distendu (…) Le nombre de négociations collectives augmente, remplaçant la simple répression, ce qu'encouragent certains secteurs d'État qui mettent au point une législation du travail et poussent à des syndicats indépendants pourvu qu'ils ne soient ni politiques ni révolutionnaires. Pour ces secteurs « réformistes », un peu comme après la Commune de Paris, l'importance des luttes est telle que la répression n'est plus une solution. (…)

Connaîtra-t-on, comme dans à la fin du XIXe siècle, et plus particulièrement dans les années 1870 en France, des partis politiques ouvriers scientifico-littéraires où poètes ouvriers, romanciers sociaux, journalistes radicaux et scientifiques positivistes jouèrent un rôle important dans la formation de l'imaginaire républicain/socialiste, avant que des organisations ouvrières indépendantes ne naissent ? (…)

Le règne du «Shanzai» et du «Huyou»

La Chine est le pays de la contrefaçon. Le premier faux est évidemment la formule drapeau du pays : le «*socialisme de marché*». Mais le faux imprègne tous les aspects de la société, les produits alimentaires frelatés, les médecins qui ne fonctionnent qu'aux dessous-de-table, les professeurs d'université qui ne s'intéressent qu'à l'argent, les scientifiques qui inventent leurs résultats, les journalistes qui

fabriquent des nouvelles, les commerçants qui roulent leurs clients... (…) Sur internet, lorsqu'on tape «*Engager un tueur à gages*», on obtient 180000 réponses. (...) Selon le romancier Yu Hua, le mot le plus utilisé aujourd'hui en Chine est «***Shanzai***», qui signifie «*faux*». Il a bien sûr le sens d'imitation, de contrefaçon ou de détournement mais aussi de ce qui échappe à la juridiction des autorités, et donc d'infraction, de bidouillage, de parodie et de canular (…). Il y a des téléphones portables qui imitent Noka, Samsung ou Sony qui coûtent 5 à 10 fois moins cher. Cette contrefaçon s'est étendue aux chaussures, aux nouilles, aux vins, aux livres, aux médicaments... Mais il y a aussi des faux diplômes qui se vendent ouvertement sur les marchés, des faux permis de conduire, des faux surveillants de piscine, de faux enseignants, de fausses écoles, des faux directeurs de tour de contrôle d'aéroports, des fausses certifications de qualité du béton, de l'acier, etc. Dans cet esprit, Mao TséToung est utilisé à toutes les sauces publicitaires. (…) Avec les fausses télévisions, il y a

des faux Interviews, des faux journaux mais qui étendent très sérieusement leurs enquêtes à tous les sujets sensibles de manière sarcastique. (…) La parodie touche la politique et la participation populaire n'est pas que passive. (…) Le Shanzai est complété par le « ***Huyou***» qui signifie blague, bobard, affabulation, tromperie, rouerie, entourloupe, embrouille, belles paroles et l'action de rouler les gens. (…) Un gouvernement local décida de faire passer un examen aux professeurs du secondaire pour lutter contre le niveau de l'enseignement qu'il jugeait faible. Les recalés seraient licenciés. Les veufs ou divorcés en étaient dispensés. Les enseignants divorcèrent massivement, attendirent la date de l'examen et se remarièrent ensuite. Tout le monde rigola. (…) C'est très à la mode chez les jeunes d'échanger des certificats de « Huyou » décernés par le Comité National de l'Embrouille. Bref, plus personne ne respecte les notables ou le pouvoir, et on tisse une espèce de complicité ou de solidarité à travers cette contre-embrouille. (…) En fait une révolution sociale par l'espièglerie qui en prépare probablement une autre.

Dissidence dans la culture parodique du faux

La coqueluche des jeunes est le romancier Han Han (…) qui décrit le malaise des adolescents au lycée et développe une critique iconoclaste du système éducatif. Il a ouvert en 2005 un blog extrêmement lu (450 millions de visites depuis) où il commente librement des faits de société et critique avec humour les autorités et leurs valeurs (…).

La démocratie réelle en Chine se situe infiniment plus dans la subversion des rapports sociaux du Shanzai et du Huyou que dans le vote ressenti comme une impasse. Tout est faux, du socialisme à la démocratie électorale. (…)

On est en présence d'un système politique dictatorial, sclérosé, finissant et d'une économie capitaliste en développement sauvage accéléré, sans pour autant que la société dispose d'issue politique mûrie à cette contradiction. La littérature, les blogs et les journaux exposent et libèrent cette société pathologique (80 % des fonctionnaires souffriraient de troubles psychiques) partagée entre le respect craintif des règles imposées du dessus et le laxisme débridé de l'initiative capitaliste individuelle, où les problèmes humains et sociaux jaillissent en cascade. Peu à peu, se construit une opinion publique oppositionnelle et satirique qui entre en collusion grandissante avec l'opacité des appareils d'État et du parti sur fond de révolte ouvrière.

La contre-culture du faux est la réponse des exploités à la croissance

Grondements en bas, divisions en haut

Comme en 1987, 88 et 89, on voit renaître à nouveau aujourd'hui une inflation à deux chiffres sur les produits alimentaires de base. Dans ce climat, les dirigeants sont conscients des dangers à faire apparaître des tensions au sommet. La répression est extrêmement brutale. Deux millions de chinois sont relégués dans des bagnes de travail et 10 000 exécutions à mort sont prononcées chaque année. Mais ça ne suffit pas. Aussi le pouvoir a-t-il renforcé les liens avec les étudiants. Un tiers de ceux du premier cycle à l'université en 2000 avait demandé à rentrer dans les rangs du PCC (ce qui est bon pour leur emploi), 40 % des membres du parti ont fait des études secondaires et la moitié a moins de 45 ans. Mais le PCC ne maîtrise pas tout. (…) La montée des conflits sociaux ravive les tensions entre les «réformateurs», qui veulent se débarrasser rapidement du carcan du parti, et les «conservateurs», qui sont plus prudents. (…) Les élections presque libres ont intégré aux pouvoirs locaux, régionaux voire nationaux 3 500 000 nouveaux venus, pe tits-bourgeois enrichis appelés «princes communistes». qui refusent désormais de rentrer au PCC. Une alliance de fait se noue entre les dirigeants d'État devenus entrepreneurs privés et ces nouveaux bourgeois renforçant et radicalisant le camp «réformateur». (…) Wen Jiabao vient d'être traité de «fou dangereux» par des «conservateurs » du parti pour la campagne qu'il est en train de mener en faveur d'une démocratisation. Si le conflit éclate, la classe ouvrière fera-t-elle un pas de plus, après l'Union Ouvrière de 1989, dans la conscience d'elle-même, vers son indépendance politique et jusqu'où ?

Conclusion

A l'occasion de la crise qui est en train de séparer le vieux du neuf, la Chine est un des lieux où se posent les problèmes de demain et d'où pourraient germer les idées pour y faire face. Il nous faut imaginer les répercussions des nouvelles connaissances et conceptions scientifiques dans une telle société. (…)

Du renouveau des luttes d'ampleur qu'annonce l'aube de ce siècle, des connexions ne pourraient-elles pas se nouer dans un nouveau triangle mondial de luttes politiques, de sciences sociales et de philosophie, débutant par la Chine qui est en train de vivre 300 ans ramassés en 40 ? (…)

Dans la décennie qui vient, la question est de savoir si on verra des soulèvements ouvriers à nouveau capables d'activer la pensée collective. Si la Chine est un de ces lieux, elle qui vit sur un volcan dont on ne connaît pas la date d'éruption mais dont il ne fait guère de doutes qu'elle se produise, les clefs de la révolution arabe se situeraient alors dans la psychologie de la jeunesse et du prolétariat chinois.

Jacques Chastaing

Le texte ci-dessous a été rédigé par les ***AES*** (*«Les Amis de l'Emancipation sociale»*) à l'occasion d'un débat organisé à Lure le 27 janvier 2012 par « *le Comité de vigilance et de défense des hôpitaux et maternités de proximité* » sur le thème ***« Quelle médecine de proximité voulons-nous ? »***

Sortir la santé des griffes libérales

L'intérêt de ce débat réside dans l'expérience innovante de médecins responsables et animateurs de centres de santé, tentant de rompre avec la traditionnelle médecine libérale. **Didier Ménard de Saint Denis (93)** ainsi que **Marie Pierre Colin de Belfort**, défendent une approche médico-psycho-sociale des soins à dispenser aux malades qui, en elle-même, est déjà une critique du système qui nous est imposé. Pour Didier Ménard, la santé c'est l'affaire de tous, les différents acteurs de santé se doivent de proposer un projet thérapeutique aux patients, tout en les mobilisant ainsi que leur entourage. Ces centres de santé, dans leur fonctionnement, s'ils s'apparentent à des coopératives, peuvent être des moyens de lutte contre les déserts médicaux. Mais, bien évidemment, leur généralisation ne peut reposer sur les bonnes volontés individuelles, elle nécessite la mobilisation la plus large pour qu'au-delà de ces expérimentations, soient remises en cause les dérives libérales du système d'accès aux soins.

Pour préparer celles et ceux qui assisteront à ce débat, pour sensibiliser à ces questions celles et ceux qui ne le pourront pas, je me propose de donner quelques éléments soulignant ce à quoi nous devons échapper, à savoir le modèle dit anglo-saxon, et ce à quoi nous sommes d'ores et déjà confrontés. Sur le 1er point, le modèle étatsunien et la réforme d'Obama encensée par les médias, sont éloquents.

La liberté de pouvoir ou non se soigner aux Etats-Unis

Le modèle états-unien est un repoussoir pour tous ceux qui possèdent quelque lucidité. Encore faut-il disposer d'informations que parviennent à brouiller les chantres du rêve américain. L'obamania qui a sévi dans les médias a encore obscurci la réalité cauchemardesque de l'accès libéral aux soins dans ce pays[1]

Un Américain sur deux possède une assurance privée, soit 160 millions de personnes. Elle est fournie, pour partie, par l'employeur mais 14 millions d'Américains souscrivent par eux-mêmes. Ceux qui sont licenciés voient leur contrat d'assurance résilié, les soins ne sont plus remboursés. Il leur reste le choix, soit de faire un emprunt pour régler leurs soins, soit de ne pas se faire soigner …

51 millions d'Américains n'ont aucune assurance santé. Ils ne sont pas assez pauvres pour bénéficier de l'assurance d'Etat *Medicaid*, soit trop jeunes pour être couverts par le système d'Etat Medicare car ils n'ont pas atteint l'âge de 65 ans. Qui plus est, les assurances, comme il se doit, ne couvrent que les risques pour lesquels les assurés ont souscrits. Si, par malheur, vous avez sans le savoir une maladie préexistante, non décelée et donc non déclarée avant la signature du contrat, celle-ci ne sera pas prise en compte. En toute logique libérale, il s'agit d'une cause de rupture du contrat. Dans le même esprit, **le médecin** est libre de refuser des patients dont le niveau de remboursement est insuffisant : pour bien **gérer son entreprise**, il ne doit prendre aucun risque… On comprend dans ces conditions que, la crise « aidant », les impayés de santé soient une des premières causes de faillite personnelle, et d'expulsions de logement. Mais, vous avez toujours la liberté de rebondir… Ce système rentable pour les assureurs ne l'est guère du point de vue de son coût et de ses conséquences sanitaires.

Son coût avoisine les 7 000 dollars par an et par habitant (4 000 en France). L'espérance de vie stagne, voire régresse : 78 ans contre 81 en France. La mortalité infantile est plus élevée de 50 % par rapport à notre pays et l'on dénombre 45 000 décès par an liés au défaut d'assurance.

Face aux protestations et à la possibilité d'une crise sanitaire d'ampleur, Obama a fait voter sa *« loi sur les soins abordables* ». Rien à voir avec notre système de sécurité sociale : il ne s'agit que d'une obligation pour tous, sous peine d'amende (!), de s'assurer. Une aide publique - dont on ne connaît pas encore l'ampleur- devant rendre abordable la souscription d'une assurance. Cette loi n'entrera en vigueur qu'en 2014 et on connaît déjà la levée de bouclier des Républicains contre celle-ci, au motif qu'elle contraindrait les assureurs : il leur sera interdit de refuser de couvrir les personnes déjà malades ou de rompre les contrats. Leur liberté est bafouée, ils crient à la *« tyrannie socialiste* ». Ils prévoient d'ores et déjà, si cette législation n'est pas abolie, d'augmenter de 20 à 30 % les primes d'assurances. Ce que l'on ne peut leur interdire… car la santé, c'est un business lucratif.

C'est à ce système, où les **inégalités** sont conçues comme **l'expression des libertés concurrentes** des individus, que nous conduit subrepticement l'Europe libérale dans une forme quelque peu aseptisée. La définition restrictive «d'un panier de soins et de biens médicaux» resterait du domaine de la Sécurité Sociale ; pour le reste, il serait de notre responsabilité de nous assurer (ou de recourir à des Mutuelles). Cette privatisation partielle du risque maladie ne peut qu'aggraver les inégalités d'accès aux soins. Mais bien d'autres mesures sont à l'œuvre pour déconstruire le système de santé publique.

L'interventionnisme des politiques libérales déconstructives

Le quotidien du patient (en France), c'est désormais des hôpitaux de proximité supprimés, des urgences réduites et encombrées, des mois d'attente pour obtenir un rendez-vous auprès de certains spécialistes, des médicaments de moins en moins bien remboursés ; c'est la résurgence de certaines maladies dans les milieux précarisés (tuberculose, rougeole, coqueluche…) et, pour tous, des inégalités sociales et territoriales d'accès aux soins. Et tout cela au nom de la « *bonne gouvernance* » et de la «*modernisation du système de soins*»…

La rigueur proclamée s'appuie, pour ce faire, sur le mythe du trou de la Sécurité Sociale[2] et, accessoirement et contradictoirement, sur l'allongement de la durée de la vie et le «coût insupportable » des plus âgés. Les gouvernants, et les médias complices, évitent de souligner le vol dont est l'objet **le budget de la Sécurité Sociale**. Il est constitué par les dettes de l'Etat qui ne verse pas l'intégralité des taxes qui lui sont dues : sur le tabac, les primes d'assurances, les industries polluantes. Il en est de même pour la multiplication des exonérations patronales auxquelles ont peut ajouter les dettes patronales envers l'URSSAF. En **2003**, ce vol (il n'y a guère d'autre mot pour qualifier cette arnaque) a été chiffré : **40 milliards** soit 4 fois le déficit de l'assurance maladie. C'est sans compter avec le chômage qui provoque mécaniquement la baisse du montant des cotisations.

C'est pour partie au nom de la pérennisation de la Sécurité Sociale « au bord du gouffre » que furent menées les politiques de restructuration-concentration des hôpitaux et la mise en oeuvre d'une gestion productiviste. Au lieu d'une enveloppe globale furent mis en place des dotations dépendant de la tarification à l'activité, la différenciation entre soins rentables ou non (!), des indicateurs de performance, la mise en concurrence des

hôpitaux publics et des cliniques privées, la suppression des petits hôpitaux de proximité.

La médecine libérale, dans cette optique, a été utilisée comme **cheval de Troie** dans le système public. Les privilèges acquis au début du 20ème siècle de liberté d'installation et de concurrence entre médecins désirant capter la clientèle la plus nombreuse (des villes) et la plus rentable (dans le sud…) ainsi que le paiement à l'acte incitant au productivisme médical ont en quelque sorte servi de modèle. Il convient, en outre, de souligner que cette corporation de «classe moyenne» a été choyée par les divers gouvernements trop heureux de ne pas heurter ce lobby. Cette logique produit désormais tant d'effets pervers que sa remise en cause s'avère nécessaire : non seulement, elle provoque des surcoûts, suscite une hyper spécialisation, conduit à des dépassements sauvages des tarifs conventionnés, néglige les actions de prévention, mais surtout, aggrave les inégalités sociales et territoriales d'accès aux soins. Une étude de juillet 2008 du ministère des Affaires Sociales souligne **l'importance des refus de soigner** les bénéficiaires de la CMU ou de l'Aide médicale de l'Etat (1 sur 3 pour l'AME, 15 % de refus pour la CMU)…

Face à cette dérive libérale, des médecins progressistes s'organisent comme Didier Menard ou Marie Pierre Colin dans des centres de santé. L'égalité d'accès aux soins des patients leur importe plus que l'accroissement de leurs revenus. Le système coopératif mis en place leur permet également de disposer de temps de repos gratifiant. Ils récusent la médecine d'abattage … mais ils sont trop peu nombreux pour inverser à eux seuls la tendance, d'autant que la logocratie libérale culpabilise les malades et les soignants.

La santé serait en effet une affaire individuelle et pour **responsabiliser les malades** (irresponsables !), rien de mieux que de dérembourser une partie des soins ! Si c'est plus cher, vous ferez attention pour ne pas attraper un virus ! Que l'on sache, ce ne sont quand même pas les malades qui rédigent leurs ordonnances ! Quant aux soignants dans les hôpitaux, ils sont soumis à l'obligation de coder toutes leurs activités afin que leurs unités de soins puissent disposer d'une « enveloppe tarifée ». Cette offensive idéologique en vue de la diminution des dépenses de santé révèle que l'Etat néolibéral, contrairement à ce qui nous est asséné, est un **Etat interventionniste**. Il ne se retire pas, il entreprend de déréguler, de déconstruire le système de soins fondé sur le système de Sécurité Sociale. Il met en place des structures bureaucratiques de **contrôle** et d'incitation (les ARS), il organise le recul de la solidarité salariale. L'atteinte à ce principe a commencé avec l'institution de la CSG (Rocard !) cette cotisation-impôt porte pour l'essentiel sur les salaires, exonère du même coup le patronat, et bien évidemment provoque une baisse du pouvoir d'achat des salariés. Les dispositifs d'assistance financés par l'impôt, telle la CMU, obéissent à la même logique : aux assureurs et mutuelles, les patients rentables, à l'Etat les soins pour les plus démunis. Quand on sait que les 2/3 des dépenses de santé les plus lourdes découlent de la prise en charge des maladies de longue durée et des personnes âgées, l'on saisit vers quoi mène cette dérive, vers l'offre de soins réduite.

Plus généralement, considérer le patient comme un « consommateur de soins », les professionnels de santé comme des prestataires et les directeurs d'hôpitaux comme des gestionnaires de réduction de déficits, toute cette logomachie introduit une novlangue sur les prétendues « valeurs auto régulatrices du **marché** » et sert de support à sa **construction politique**. L'activisme effréné de Sarko-Bachelot n'a pas d'autre sens.

L'indispensable reconquête

Le retour à l'égalité d'accès aux soins suppose, bien évidemment, la mise en cause des politiques dites libérales, appliquées depuis de nombreuses années, y compris par conséquent, celles impulsées par les **instances européennes**. Plus précisément, il faut en revenir aux fondements initiaux qui ont permis l'établissement de la Sécurité Sociale : la santé égalitaire et solidaire entre malades et bien portants, entre jeunes et vieux n'est pas une affaire privée. A la différence des Etats-Unis, où la possibilité de se soigner est laissée à la capacité pécuniaire de chacun de souscrire auprès d'assurances privées, c'est une conception du **salaire socialisé** qui doit prévaloir : employeurs et salariés cotisent pour la protection sociale de tous contre les aléas de la vie. Dans ces conditions, le salaire ne se réduit pas au prix de la force de travail mais l'entretient jusqu'à la fin de vie et prend en compte les nouvelles générations. Les risques que sont la maladie, les accidents du travail, le chômage, la retraite sont socialisés. En contrepartie du temps de travail dispensé au profit de la société, l'ensemble de ses membres reçoivent en quelque sorte un « salaire » différé à utiliser pour avoir accès aux soins et ce, de la naissance à la mort.

Cet objectif doit en outre être accompagné d'une politique de **planification démocratique** d'installation des médecins sur l'ensemble du territoire et de répartition harmonieuse des établissements de santé, permettant de résorber les déserts médicaux et d'instaurer ainsi une égalité géographique d'accès aux soins de santé.

Enfin, cette solidarité sociale, cette planification démocratique doivent, dans leurs attendus, développer toute une politique de prévention, seule susceptible de réduire les causes de maladies et d'accidents du travail.

Ces trois conditions étant remplies, rien ne s'opposerait au remboursement à 100 % des dépenses de santé, y compris celles qui ne l'ont jamais été (lunettes, soins dentaires). L'émergence d'une telle politique, qui s'assigne ces perspectives, implique une mobilisation populaire effective qui ne peut se réduire à la pression d'acteurs et d'experts, liés par leurs intérêts corporatifs au système en place et aux forces politiques qui tendent à le pérenniser.

Il n'y a là rien d'utopique. Il suffit pour le démontrer, de rappeler la définition de la santé établie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 1948 : « c'est un état complet de bien être physique, mental et social. (Elle) ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. C'est un droit à des soins de qualité pour tous ». Bref, un droit universel qu'il faut faire reconnaître.

Gérard Deneux, Amis de l'Emancipation Sociale, le 14.01.2012

1) Source : article de Philippe Bernard – Le Monde – 8/9 janvier 2012

2) Lire « Le mythe du trou de la sécu » Y. Daval - éd. Raisons d'Agir

De la *Puerta del Sol* à *Wall Street*

Depuis le krach financier de l'automne 2008, inexorablement, la crise structurelle du capitalisme s'aggrave sous l'effet de la poursuite des politiques qui en ont préparé les conditions. Simultanément, par le développement du chômage et de la précarité, par l'austérité salariale renforcée, par les coupes claires dans la protection sociale qui revient à réduire le salaire social, par l'austérité budgétaire à laquelle sont soumis les appareils d'Etat synonyme de la dégradation constante des équipements collectifs et des services publics, ces mêmes politiques dégradent les conditions d'emploi, de travail et d'existence d'une part de plus en plus importante du monde salarial, plongeant des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté, la misère et la désespérance en Europe tout comme en Amérique du Nord, tandis que s'accroissent les inégalités sociales de tout type dont bénéficie une minorité de privilégiés, bénéficiaires de hauts revenus et titulaires de gros patrimoines. Et, pourtant, sans être inexistantes, les réactions des populations ainsi agressées sont partout restées en deçà de ce qu'on pouvait en attendre, en tout cas incapables d'infliger un coup d'arrêt à la dégradation continue de leur propre sort et encore moins de renverser ou même seulement de rééquilibrer le rapport de forces en leur faveur. Il s'agit dès lors de comprendre pourquoi il en est ainsi et, si possible, de déterminer les voies et les moyens qui permettraient de voir renaître un mouvement populaire offensif, capable de rouvrir des perspectives de rupture avec la dynamique mortifère du capitalisme contemporain.

Cet article ne remplira qu'une toute petite partie de ce programme, en se penchant sur deux des réactions les plus récentes à l'offensive du capital, celle des *indignados* espagnols qui s'est développée de la mi-mai 2011 jusqu'à l'automne, et celle connue sous le nom générique de *Occupy Wall Street* (OWS) ou *Occupy* tout court qui a débuté à la mi-septembre 2011 à New York, s'y est étendu à des centaines de localités de toutes tailles aux Etats-Unis et qui s'y poursuit encore actuellement dans quelques-unes d'entre elles, notamment sur la côte Ouest. Ce choix se justifie par un certain nombre de spécificités de ces mouvements et l'écho qu'ils ont suscité en d'autres pays (Grande-Bretagne, Grèce, Israël, etc.)[1]. Il ne m'est évidemment pas possible de revenir sur toutes les circonstances et péripéties de ces mouvements, que je présupposerai connues en gros; et je devrai me contenter d'en présenter une épure, en n'en retenant que les traits saillants qui m'ont semblé le plus dignes d'intérêt[2]. Un prochain article s'attardera sur la situation en Grèce. Après quoi, sur la base des enseignements tirés de l'analyse de ces différents mouvements, je tâcherai de répondre aux questions générales précédentes.

Des limites évidentes

Qui survole ces deux mouvements ne peut qu'être frappés par la conjonction de deux traits contraires : ils ont présenté à la fois d'évidentes limites, dont certaines se sont maintenues jusqu'à présent, en même temps qu'un incontestable potentiel de radicalisation qui s'est actualisé pour partie, en certaines circonstances, au cours de leur développement. Elles ont été de différents ordres.

Elles se sont manifestées en premier lieu quant à leur contenu politique, que résume en un sens le terme d'«indignation» qui a servi de marqueur identitaire au mouvement espagnol[3], concurremment à celui de 15 – M (en référence au 15 mai, date du début du mouvement). Ces mouvements auront manifesté un ras-le-bol général contre les effets des politiques néolibérales conduites depuis trois décennies dans tous les Etats capitalistes centraux. Ils auront ainsi exprimé une révolte contre la dégradation de la situation de l'emploi (la persistance d'un fort taux de chômage, le développement de la précarité), contre le creusement des inégalités sociales de tous types, contre l'extension de la pauvreté et de la misère et l'accaparement d'une part sans cesse grandissante de la richesse sociale par une toute petite minorités de «nantis» qui en est le corollaire (cf. le slogan unificateur d'OWS «*nous sommes les 99 %*» en référence aux 1% qui accaparent richesse, pouvoir et prestige), contre la «financiarisation» de l'économie (d'où l'idée primitive d'occuper Wall Street – reprise à Londres sous forme d'une occupation éphémère de la cathédrale Saint-Paul à Londres pour protester contre la City), etc. En somme, il s'est essentiellement agi d'une révolte antinéolibérale, dans la lignée des mouvements antimondialistes ou altermondialistes qui se sont développés au cours de la décennie écoulée.

Cette tonalité antinéolibérale se retrouve dans les revendications portés par ces mouvements d'une rerégulation de l'économie (par exemple d'une intervention de l'Etat pour interdire les «licenciements boursiers» ou les expulsions des ménages incapables de rembourser leur prêt immobilier, pour renforcer les dispositions du code du travail protégeant les salariés, pour contrôler l'activité des banques, etc.) et d'une redistribution des revenus (d'une réforme de la fiscalité pour la rendre plus efficace et plus progressive, du rétablissement d'un Etat social digne de ce nom). La même tonalité se retrouve dans les revendications d'audit de la dette publique pour préparer et justifier la récusation de sa part «illégitime», de nationalisations des banques renflouées, d'institution d'une taxation des transactions financières internationales, etc.

Ces revendications antinéolibérales se sont accompagnées et renforcées de celle d'une «*Démocratie réelle maintenant !*» selon la formule des *indignados* qui a pu cependant se comprendre de manière plus ou moins radicale: pour les uns, il s'agissait d'une simple moralisation de la vie publique de manière à en écarter les éléments corrompus (en contrôlant par exemple le financement des partis politiques, les revenus et patrimoines des élus); d'autres exprimaient ainsi le souhait d'un Etat plus proches des citoyens et de leurs préoccupations quotidiennes (par réforme de la loi électorale pour rendre les assemblées représentatives plus… représentatives, par introduction de procédures de contrôle citoyen sur ces assemblées, par recours au référendum pour ratifier ou non des lois importantes); d'autres encore revendiquaient ainsi la reprise directe en main de la chose publique par les citoyens (allant de la démocratie participative à la démocratie directe accomplie et généralisée), sans peut-être nécessairement avoir conscience que cela impliquerait le dépassement des formes politiques existantes (dont l'Etat démocratique) et, plus largement, des rapports sociaux capitalistes auxquels elles servent de cadre et d'appui institutionnel.

En somme, il s'est agi d'une vaste révolte contre l'establishment économique (notamment financier), politique (les politiciens qui ont organisé et accompagné le processus de mondialisation libérale

responsable de la crise actuelle, qui sont devenus les laquais des «*marchés*» et ne défendent pas ou plus l'intérêt général : «*Ils ne nous représentent pas !*» scandaient les *indignados* espagnols) et médiatique (les médias ayant encensé les uns et les autres tout au long des trois à quatre dernières décennies). Là encore, un slogan des *indignados* a parfaitement résumé cette révolte multipolaire : «*Nous ne sommes pas des marchandises entre les mains des politiciens et des banquiers.*»

A ces limites de contenu sont venues s'ajouter, en deuxième lieu, celles concernant les formes du mouvement. En Espagne comme aux Etats-Unis, celui-ci s'est principalement traduit, outre des manifestations de rue périodiques, par l'occupation permanente de lieux publics, notamment de places ou des parcs, transformés en agoras par l'organisation d'un débat politique quasi permanent et, plus largement, d'une microsociété alternative (avec des comités organisant les débats et les occupations, prenant en charge la sécurité des participants, leur assistance médicale, organisant la cantine, un centre de presse, une bibliothèque, etc.), donnant ainsi l'exemple d'expériences d'auto-organisation collective de la vie sociale dans un cadre spatio-temporel limité, le tout dans une atmosphère d'effervescence conviviale et festive.

Pour élaborer une critique collective des politiques néolibérales et les revendications consécutives, il n'en fallait sans doute pas plus. Mais c'était ignorer qu'inévitablement le mouvement aurait à faire face, à un moment ou à autre, à la violence policière, sous forme de simples provocations ou de répression féroce des occupations et des manifestations de rue, dans le but de les faire cesser. Et c'était livrer par conséquent le mouvement à cette violence sans l'y avoir préparé. Pour une partie du mouvement, par naïveté; pour une autre partie, par absence d'expérience et de réflexion; pour une partie par choix délibéré de la désobéissance civile non-violente. La limite n'est pas ici dans le choix de la non-violence mais dans l'absence de toute anticipation de l'inévitable affrontement avec l'Etat dans sa face répressive ainsi que dans l'absence par conséquent de toute préparation à une riposte (fût-elle non violente) à cette situation.

Ces limites de contenu et de forme sont en rapport, en troisième lieu, avec celles concernant la composition sociale de ces mouvements. Les observateurs ont été attentifs à la diversité sociologique de cette dernière, mêlant des personnes de diverses conditions : des jeunes prolétaires, des salariés statutaires, des chômeurs de tous âges et catégories, des retraités, etc. De même ont-ils relevé à juste titre que ces mouvements se sont attirés la sympathie d'une large majorité de la population; ce dont a témoigné le succès des manifestations de rue qu'ils ont organisées. Il s'est donc clairement agi de mouvements pluriclassistes, tant pas leur participants que par leurs soutiens.

Mais les observateurs ont été peu nombreux à remarquer, dans le cas des *indignados* comme dans celui d'*Occupy*, la présence sinon majoritaire du moins hégémonique de jeunes issus des couches moyennes et inférieures de l'encadrement[4]. Il s'agit de cette classe que l'on désigne habituellement bien qu'improprement et confusément par les expressions de «*couches moyennes salariées*» ou de «*nouvelle petite-bourgeoisie*», composée de l'ensemble des salariés qui exercent des fonctions d'encadrement (de conception, d'organisation, de contrôle) des activités d'autres salariés ou de parties plus ou moins importantes de la population, fonctions par lesquelles se trouvent assurées les conditions immédiates ou générales de la reproduction des rapports capitalistes d'exploitation et de domination[5]. Ceux des éléments de cette classe qui ont joué un rôle hégémonique dans les mouvements ici analysés sont des jeunes ayant suivi un cursus scolaire et universitaire (au moins jusqu'en fin de premier cycle), disposant donc d'une formation générale et professionnelle supérieure, et cependant voués au chômage (quelquefois de longue durée) (40 % de chômeurs parmi les moins de vingt-cinq ans en Espagne !), aux emplois précaires successifs et sans rapport avec leur qualification, sans perspective de carrière. Ils sont menacés par conséquent de déclassement (et par rapport à leurs proches : parents, aînés, amis, voisins etc., et par rapport aux espoirs de postes et de carrières soutenus par leurs études) et de paupérisation, voire de prolétarisation. Et ce d'autant plus que certains (du côté des OWS surtout) se sont lourdement endettés pour mener leurs études (trente-six millions de personnes sont endettés aux Etats-Unis du fait de leurs études antérieures[6], quelquefois sur vingt voire vingt cinq ans, l'encours de cet endettement atteignant actuellement près d'un millier de milliards de dollars aux USA, dépassant celui des dettes contractées par l'usage des cartes de crédits par les ménages états-uniens[7]). C'est cette jeunesse dont l'avenir a été gravement compromis par les conséquences des politiques néolibérales qui a été au cœur de la révolte des *indignados* et d'OWS. En quoi ces mouvements rappellent et prolongent également les mouvements antimondialistes ou altermondialistes des années 2000[8].

Charles Reeve a cependant eu tort, dans son article, de généraliser et de radicaliser les tendances précédentes en parlant à leur sujet de « *prolétarisation des "classes moyennes"* » (passons sur l'usage du terme fourre-tout et passe-partout, de « *classes moyennes* », même assorti de guillemets), voire de « *progressive disparition des dites "classes moyennes"* » pour ce qui n'est que déqualification et paupérisation (d'un point de vue objectif), absence d'horizon et désespérance (d'un point de vue subjectif) pour une part grandissante de leurs membres. Ce qui est déjà suffisant pour alimenter une révolte individuelle voire une rébellion collective.

Les éléments de radicalisation

Les éléments et facteurs précédents de limitation devaient être soulignés pour éviter toute surévaluation de ces mouvements et a fortiori tout fétichisme à leur égard. Ils ne sont cependant pas rédhibitoires et ne doivent pas inversement justifier indifférence ou mépris. D'autant plus que, dans le cours de ces mouvements, des éléments de radicalisation y sont apparus, les uns simplement potentiels, les autres actualisés à des degrés divers, qui ont été autant de facteur de transgression des limites précédentes, sans pour autant les faire disparaître.

Là encore, ces éléments sont repérables à différents niveaux d'analyse. En premier lieu, dans les formes qu'ont pu prendre ces mouvements. De nom-

breux analystes ont souligné ce qui avait déjà frappé dans les cas des mobilisations du «*printemps arabe*», à savoir l'usage et le détournement des «*réseaux sociaux*» électroniques (*Facebook*, *Twitter*) pour les mettre au service de la contestation sociale. Mais ce n'était là qu'un aspect mineur d'une exigence plus large et plus fondamentale de démocratie directe, conduisant à préférer des organisations horizontales (en réseaux) plutôt que verticales (en faisceaux), que l'on a retrouvé dans l'élément incontestablement le plus intéressant, le plus porteur de radicalité sur le plan formel, de ces mouvements, qu'aura été leur caractère antihiérarchique et antiautoritaire, ne donnant lieu à aucune délégation et encore moins aliénation de la parole et du pouvoir collectifs, n'autorisant l'émergence ni de chefs ni de porte-parole autoproclamés. Que des mouvements sociaux soient capables d'expérimenter des semaines durant une pratique de démocratie directe de type assembléiste sans phénomènes ou structures de captation de la parole, de la décision et de l'action collective est suffisamment rare pour être souligné. En soi, cet élément seul a été de nature à assurer l'audience de ces mouvements et sa croissance numérique, en s'assurant la sympathie d'une majorité de citoyens rassurés par l'absence de risque de manipulation ou de récupération par les anciens appareils politiques ou syndicaux, voire par les politiciens professionnels. Et c'est encore cette exigence de démocratie directe que l'on retrouvera dans le haut degré d'auto-organisation dont ces mouvements ont fait preuve en constituant des micro-sociétés conviviales temporaires, se réappropriant des lieux publics pour les mettre au service de la discussion, délibération et décision collective.

En en restant toujours au plan de leur forme, il faut également souligner cette autre caractéristique de ces mouvements – qui n'a pas peu contribuer à leur succès – qu'a été leur capacité à gérer le temps : à évoluer en se transformant, en se renouvelant dans ses formes d'action, de manière à durer le plus longtemps possible. Le mouvement des *indignados*, pour en rester à lui, débute par l'occupation permanente de quelques places publiques symboliques des principales villes (la Plaza de la Puerta del Sol à Madrid, la Plaza Catalunya à Barcelone, etc.) pendant une première quinzaine, avant de décider de se décentraliser dans les différents quartiers périphériques, puis de faire à nouveau converger l'ensemble des participants vers une place centrale (la Puerta del Sol à Madrid) le 19 juin; dans les semaines suivantes seront organisées six marches sillonnant l'Espagne qui convergeront sur Madrid le 24 juillet puis une marche internationale de Madrid à Bruxelles via Toulouse et Paris entre fin juillet et début octobre, le tout se soldant par des manifestations monstres dans toutes les grandes villes espagnoles le 15 octobre à l'occasion d'un grève générale.

Il n'en est que plus remarquable que, en dépit de cette inventivité et de cette capacité à créer des formes d'action et d'organisation assurant leur autonomie, ces mouvements ne soient pas parvenus – du moins pour l'instant, parce qu'ils n'ont pas dit non plus leur dernier mot – à donner naissance à des structures permanentes qui permettent aux occupations (nécessairement limitées dans le temps – ne serait-ce que pour des raisons météorologiques – et dans leurs effets politiques au sens large) de se transformer et de s'enraciner dans les terrains potentiellement les plus fertiles : les entreprises, les services publics, les administrations, les quartiers populaires. Ce qui pose la question de leurs relations avec les syndicats, les organisations populaires et, par delà, celle de la composition de classes du mouvement sur lesquelles je reviendrai plus loin.

Mais des éléments de radicalisation sont également apparus, en deuxième lieu, dans le contenu politique de ces mouvements. Au demeurant, la modération relative de leurs revendications, précédemment soulignée, n'a pas présenté que des inconvénients : tout comme leur exigence et leur pratique effective d'une démocratie directe, elle a pu contribuer à ce qu'une large part de la population puisse rapidement se reconnaître en eux, en leur assurant ainsi de conquérir immédiatement une certaine légitimité, embryon possible de la formation d'un nouvelle hégémonie[9]. Elle n'aura en tout cas pas empêché que, la dynamique du mouvement aidant, des revendications démocratiques originelles, on glisse vers des revendications nettement plus radicales. Ainsi, dans les manifestations des *indignados* du 19 juin, on aura déjà vu des banderoles protestant «*Contre la crise et le capital*» et proclamant «*Non au pacte de l'euro*»[10] ; et la banderole de tête de la manifestation du 15 octobre à Grenade annonçait clairement la couleur : «*Contre la dictature du capital. Pour un changement de système.*»[11]

Mais, logiquement, la radicalisation n'en est pas restée simplement au niveau des slogans, passant de la parole aux actes. Dans le mouvement des *indignados*, par exemple, on est passé de l'exigence d'un moratoire des saisies immobilières à des mobilisations sur le terrain contre les expulsions de ménages incapables d'honorer leur dette immobilière et contre la nécessité qui leur est faite de rembourser des sommes astronomiques du fait de leur défaut de paiement. Idem du côté d'OWS : là encore, des actions ont été menées pour s'opposer à des expulsions, en venant occuper des logements menacés de saisie mais aussi en réquisitionnant des logements vides devenus propriétés des banques pour y reloger des expulser ou des SDF, et ce dans les quartiers populaires de plus de vingt-cinq villes début décembre 2011, en liaison avec les associations de ces quartiers, une pancarte proclamant «*Saisissons les banques, pas les maisons !*»[12].

Ces éléments de radicalisation dans les formes et les contenus de ces mouvements n'ont pas sans rapport, en troisième lieu, à titre aussi bien d'effets que de causes, avec l'élargissement de leur composition de classe, avec une présence plus importante et une participation plus active d'éléments du prolétariat, les uns plutôt déclassés : jeunes sans perspective d'emploi, chômeurs de longue durée, expulsés, retraités vivement chichement voire misérablement, SDF, etc., les autres au contraire insérés professionnellement voire organisés syndicalement. Et rapidement se sont ainsi manifestées, ici et là, des velléités voire la ferme volonté de créer une jonction entre ces mouvements et le monde du travail, y compris avec des luttes prolétariennes en cours, menées dans un cadre syndicat classique ou en dehors d'un tel cadre.

Du côtés des *indignados*, on a noté la présence dans les assemblées, dès

le début, de membres des syndicats de « lutte de classes » (CNT, CGT) ; et, à partir de la mi-juin, pointe l'idée d'appeler à une grève générale en dehors et par-dessus les organisations syndicales, idée finalement concrétisée le 15 octobre ; et, surtout, l'implication dans le mouvement plus largement d'éléments populaire aura plus être obtenue grâce au «détour» par les assemblées de quartier qui se sont tenues à partir du début juin. Mais c'est outre-Atlantique que, d'une manière surprenante pour le regard que nous portons habituellement sur l'état de la lutte des classes aux Etats-Unis, que le processus de jonction avec le prolétariat organisé aura été poussé le plus loin. Dès le début, le mouvement OWS recueille le soutien de sections de différents syndicats (surtout du secteur public : enseignants, infirmiers, pompiers, travailleurs des transports, etc.) et d'organisations de quartiers – toutes victimes des politiques d'austérité des administrations Bush et Obama. A New York, de nombreuses sections voire fédérations syndicales sont venus apportés leur soutien aux occupant du parc Zuccoti à New York, leur évitant d'en être délogés par la police municipale comme ils l'avaient été auparavant de Wall Street[13]. Des étudiants impliqués dans OWS sont allés manifester devant le siège de Verizon à New York (le plus important opérateur de téléphonie mobile aux Etats-Unis) en soutien à la grève des 45 000 salariés de l'entreprise à l'occasion du renouvellement de leur convention collective et ont même rejoint certains piquet de grève à Los Angeles, Washington, Buffalo et Boston. Idem soutien à la grève des salariés de Sotheby's de New York sous le coup d'un lock out. Et c'est sur la côte Ouest que la convergence a été la plus marquée. A Los Angeles, l'implication du syndicat des enseignants des écoles publiques dans le mouvement *Occupy* est d'emblé totale. A Oakland (cinquième port états-unien par l'importance de son trafic de fret, situé dans la baie de San Francisco), début novembre, en réponse à l'appel à la grève générale lancé par le mouvement *Occupy* suite son expulsion musclée par la police locale, s'amorce une liaison entre ce dernier et des éléments du mouvement syndical (notamment les dockers) qui va aboutir notamment au blocage du port[14]. Le 12 décembre, *Occupy* a organisé des actions de solidarité en faveur des dockers en lutte dans tous les ports de la côté ouest des Etats-Unis contre l'entreprise EGT, depuis la Californie jusqu'à l'Alaska, en participant à des actions de blocage, partie ou total, des ports d'Oakland, Portland, Longview, Seattle et Vancouver[15]. Le but étant clairement désormais de parvenir à construire une convergence et une alliance durable entre les deux forces (OWS et organisations syndicales de lutte de classe).

Mais, au-delà même du renfort que les *indignados* et OWS ont pu ainsi ponctuellement apporter à ou recevoir des luttes ouvrières ou populaires, par leur seule existence, ces mouvements ont été importants par le fait qu'ils ont offert l'occasion aux éléments issus du prolétariat qui y ont pu y prendre part de rompre l'isolement, la passivité et le désespoir générés par le rouleau compresseur des contre-reformes néolibérales et la suite de défaites enregistrés dans les luttes depuis trois décennies, en leur (re)donnant l'occasion de se rassembler, de discuter, d'identifier collectivement leurs problèmes et les éléments de leurs solutions (revendications), de (re)prendre conscience de leur force collective et confiance en leur propre capacité politique (au sens de capacité d'intervenir sur le cours de la vie sociale). Reste que cet ensemble de résultats est encore bien fragile, dans la mesure où, aux Etats-Unis comme en Espagne, le soutien du bout des lèvres des grandes organisations syndicales aux mouvements des *indignados* et d'OWS n'a été que façade destinée à masquer leur hostilité foncière qui s'est traduite par leur inaction : elles n'ont rien fait pour amplifier le mouvement et encore moins pour le relayer en direction des lieux de travail sur lesquels elles sont implantées, dont elles entendent bien continué à faire leur chasse gardée.en tant que flancs-gardes du capital et de l'Etat. C'est pourtant de ce que côté-ci seul que le potentiel de radicalisation manifesté par ces deux mouvements pourrait pleinement s'actualiser : c'est le jour où seront occupés non seulement les rues et les places publiques ou les logements vides ou en passe d'être vidés de leurs occupants impécunieux mais encore les ateliers et bureaux des entreprises, services publics et administrations que ce qu'il reste de rage impuissante dans l'indignation pourra se muer en volonté triomphante de l'expropriation des expropriateurs.

Alain Bihr

1) Le choix de ces deux mouvements est en partie arbitraire. Il aurait été possible de se pencher également sur les différents mouvements qui ont composé le « printemps arabe » aussi bien d'ailleurs que sur le mouvement étudiant qui a affronté le gouvernement chilien pendant plusieurs mois l'an dernier, d'autant plus que l'un et l'autre ont fait partie des références des mouvements ici étudiés. Il m'a semblé cependant que les mouvements arabes et chilien présentaient des spécificités qui se prêtent mal à la comparaison avec ces derniers. Les mouvements tunisien, égyptien, libyen, etc. ont été essentiellement des révoltes contre de despotes corrompus ayant pour but de (r)établir des régimes démocratiques (au sens habituel d'un Etat démocratique), quitte à rapidement se rendre compte de leurs limites en tant que ces derniers n'altèrent pas fondamentalement les rapports sociaux d'exploitation et de domination sur lesquels se fonde l'oppression de classe. Quant au mouvement étudiant chilien, bien qu'il ait lui aussi été une révolte contre les conséquences des politiques néolibérales, il a été beaucoup plus étroit que ceux ici visés tant par sa base que par ses revendications.

2) Je me suis surtout appuyé sur la remarquable série d'articles sur l'un et l'autre mouvement traduits et publiés sur le site A l'Encontre, http://alencontre.org/

3) En référence à l'essai de Stéphane Hessel, Indignez-vous !, Indigène Editions, Montpellier, 2010, au succès de librairie duquel ces mouvements auront contribué… et réciproquement.

4) Cela a été le cas de Charles Reeve, « Quelques notes sur le mouvement des Indignés », écembre 2011, http://lelaboratoire.over-blog.com/article-la-proletarisation-des-classes-moyennes-94477770.html et de Catherine Sauviat, « "Occupy Wall Street", un mouvement social inédit aux Etats-Unis », Carré Rouge, n°46, décembre 2011, pages 18-29.

5) Cf. Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste, L'Harmattan, 1989.

6) Introduction de la rédaction de A l'Encontre à l'article de Gary Lapon, « L'endettement des étudiants, une forme de servitude sous contrat », http://alencontre.org/, mis en ligne 15 novembre.

7) Catherine Sauviat, op. cit., page 24.

8) Cf. « Antilibéralisme ou anticapitalisme ? », A Contre-Courant, n°119, novembre-décembre 2000.

9) Cf. Charles-André Udry, « OWS, les signes annonciateurs d'un "nouveau bloc social" ? », http://alencontre.org/ , mis en ligne 9 octobre 2011.

10) Cf. Jaime Pastor, « "L'état de rébellion" est survenu… pour rester », http://alencontre.org/, mis en ligne le 27 juin 2011.

11) Introduction de la rédaction de A l'Encontre à l'article de Jaime Pastor, « L'enthousiasme du 15 – M est toujours vivant », http://alencontre.org/, mis en ligne le 19 octobre 2011.

12) Cf. Blair Ellis et Laura Durklay, « Prêts à occuper nos maisons ! », http://alencontre.org/, mis en ligne 5 janvier 2012.

13) Cf. Samir Sonti, « Les syndicats et le mouvement d'occupation », http://alencontre.org/, mis en ligne le 4 novembre 2011.

14) Cf. Eric Ruder, « Un jour d'audace à Oakland », http://alencontre.org/, mis en ligne le 5 novembre 2011.

15) Cf. Ragina Johnson, Alex Shmaus et Dana Blanchard, « Occupy et le blocage des ports de la côte Ouest », http://alencontre.org/, mis en ligne le 24 décembre 2011.

Derrière le *Dieu Marché*, une réalité sordide

L'année 2011 a été marquée par des évènements considérables. Nous n'en mesurons pas encore toute l'ampleur à venir et les soubresauts qu'ils contiennent. Ce furent à la fois des soulèvements populaires inattendus contre les dictatures et les oligarchies financières et des rebondissements de la crise de 2007-2008 du capitalisme, empêtré qu'il est dans ses propres contradictions. Et tout porte à croire que les politiques de sauvetage des banques, nécessitant (du point de vue des hyper-riches, cette nouvelle noblesse) la mise en œuvre de mesures de régression sociale drastiques, ne seront pas si facilement acceptées par les populations appelées à les subir.

Le film *Debtocraty* et le riche débat qui s'en est suivi, à Lure, l'ont montré[1]: malgré la formidable campagne médiatique menée par les dominants qui, sommet après sommet, s'acharnent à nous convaincre par leurs gesticulations et leurs mises en scène, qu'ils font tout pour nous sauver de la catastrophe, les peuples sont de moins en moins dupes. Pour autant, les possibilités d'y voir clair dans le chaos des mots et des maux assénés n'est pas évident. C'est ce qui m'incite, ici, à contribuer à déconstruire de fallacieux discours.

Discours obscurantistes

Rien de mieux pour faire face à la morosité ambiante qu'un peu d'humour débridé vis-à-vis des marchés, ces nouveaux dieux que, complaisamment, nos dirigeants s'acharnent à rassurer. Mais, ils semblent insensibles à leurs simagrées, rien ne les apaise, leurs foudres s'abattent sur la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'euro de l'Europe. Mais qui sont-ils ces marchés ?

Avant de répondre à cette question iconoclaste, force est de constater que le brouillard médiatique ne nous aide guère à y voir clair. En effet, si l'on en croit la presse et tous les sectateurs du profit moteur de l'économie, l'approche semble relever de la métaphysique : les marchés seraient des êtres abstraits qui, à la fois, «*pensent*» pour nous et contre nous[2]. «*Ils doutent de l'Europe*», «*ils imaginent le pire*», «*ils font preuve de la plus grande fébrilité*» d'autant plus si «*l'Europe perd la boussole*»; dès lors, «*ils s'affolent*», car «*le spectre de la faillite d'un pays européen est* (pour eux !) *une source d'angoisse*». Etres doués de réflexion, «*ils ne sont pas convaincus du plan de sauvetage*» et, quand ils sont «*acculés,* (ils sont) *prêts à parier sur l'effondrement de la zone euro*» car «*ils imaginent le pire*». Ils ne (re)deviennent «*raisonnables*» et se font «*euphoriques*» qu'avec «*la progression des dividendes*». Sinon, véritables spéléologues, «*ils s'engouffrent dans les failles de la zone euro*». En définitive, quoique l'on fasse «*rien ne semble pouvoir calmer les marchés*».

Consciemment, voire le plus souvent inconsciemment, journalistes et commentateurs ont recours à ces discours obscurantistes, en prétendant, tous plus pédants les uns que les autres, nous faire comprendre l'évolution heurtée de l'économie de marché. Dans ce concert, les voix dissidentes ne sont guère admises; dans le chœur des médias dominants, les dissonances troubleraient en effet la liturgie de ces grands prêtres invoquant le *Dieu Marché* et ce, pour mieux occulter, derrière leurs oraisons, les véritables acteurs qui font exister ces forces obscures.

Depuis des années, chaque matin, au veau d'or ils rendent un véritable culte, détaillant les cotations de ses bourses. Qu'ils implorent ou qu'ils déplorent ses caprices, ils nous convient quotidiennement, sur les ondes et dans la presse des convenances libérales, à communier, à prier, afin qu'avec la plus grande sagacité, nous puissions selon ses humeurs et ses ruades, placer au mieux notre argent. Ils nous prennent pour un peuple de croyants appelé à verser des offrandes monétaires comme autant de génuflexions aux extravagances des coups de bourse afin d'éviter les flagellations pécuniaires purgatives dont ce Dieu versatile est coutumier.

Qui sont les marchés ?

Mais, à vrai dire, ces grand's messes répétitives auxquelles nous convient ces journalistes, du reste bien mal informés, ne concernent qu'une minuscule minorité de grands actionnaires ! Scotchés devant leurs écrans produisant des courbes erratiques, s'en remettant aux agences de notation, ils ne les écoutent guère … Certes, il y a *ceux d'en bas*, plus nombreux, une importante petite minorité qui, par croyance à la bienfaisance naturelle des marchés, y placent leurs économies. C'est eux, en fait, qu'il faut rassurer car ils ne possèdent aucun poids pour lisser les tendances désordonnées des marchés. Il faut donc miser sur leur cupidité fétichiste, l'avoir, la possession, qui les fait exister; la loi du capital doit être leur commandement et doit libérer leurs pulsions : tout perdre, c'est prendre le risque de gagner !

Bref, il n'y aurait pas de quoi s'étonner, encore moins de se révolter contre la nature du *Dieu Marché* même lorsqu'il se fait insatiable, lorsqu'il devient l'usurier d'Etats vulnérables, se repaît des privatisations de services publics, de réductions drastiques de prestations sociales … En définitive, **s'il se nourrit de la sueur et du sang des peuples** ce serait parce que, trop longtemps, il nous aurait fait vivre au dessus de nos moyens.

Et les apôtres de la *mondialisation heureuse* de se transformer aujourd'hui, pour le bien du Capital, en Pères la rigueur pour nous éviter le pire …

L'économiste Daniel Cohen, «Senior Aviser» de la Banque Lazard, un proche de Martine Aubry qu'il conseille, nous l'affirme: il convient encore et encore de conférer plus de pouvoir à la BCE, ce temple du veau d'or, car «*elle est la seule capable de résoudre la crise*». Pas question de hausse des salaires, d'interventionnisme économique, cela provoquerait de l'inflation qui raboterait les intérêts des créanciers ! Pas question d'annuler la dette des Etats, cela s'apparenterait à une expropriation des plus riches ! Inconcevable ! Les peuples doivent payer ! Attention de ne pas déraper, il faut rester dans le sillon tracé par la pensée unique. Axel de Tarbé, porte voix du capital, s'inquiète : «*on sent monter une rancœur anti riche … C'est presque le retour de la guerre des classes … Est-*

ce que ce n'est pas malsain et dangereux ?» Pour qui ? La dictature des marchés serait-elle remise en cause ? **Mais, à la fin, qui sont-ils ces marchés ?**

Parfois, pour les décrire, certains commentateurs lèvent un coin du voile en évoquant les «*investisseurs institutionnels*» ou encore «*l'industrie* (sic !) *financière*». A vrai dire, ces dénominations restent opaques ; derrière ces mots pseudo-savants, il existe des réalités plus tangibles : celles des grandes banques, des assurances, des fonds de pension, des fonds spéculatifs et des lieux de villégiatures pour capitaux nomades, les paradis fiscaux. Par décisions politiques successives, ces «*institutions*» sont devenues d'énormes conglomérats financiers imbriqués les uns dans les autres. Ils forment désormais toute une économie parasitaire ponctionnant le capital industriel et commercial et les particuliers. Sous forme de prêts et de titres qui sont autant de rentes versées en dividendes aux actionnaires, ils valorisent le capital fictif accumulé. Ils investissent très peu et de moins en moins dans l'économie réelle. Quant aux pseudo-foucades de Sarko et consorts contre les traders, boucs émissaires commodes en période de crise, leurs emportements passagers évitent de dire qu'ils ne sont que des employés de banques payés à la commission. Certes, ils sont rémunérés en moyenne à 20% de ce qu'ils font gagner à leur banque.

Telle est en définitive, la réalité sordide que la pensée «*libéracoleuse*» nous peint d'atours avantageux, avec toute l'emphase de circonstance dont elle est douée, et ce, sous un consternant amoncellement de platitudes incongrues sur l'évolution chaotique de l'économie capitaliste financiarisée.

Gérard Deneux le 27.12.2011

(1) Ce film a été projeté à Lure le 2 décembre 2011. Un autre débat sur ce thème a eu lieu à Vesoul le 6 janvier 2012 avec Laurent Cordonnier : voir ci-contre.

(2) Les citations des journaux ont été collationnés par Médiacritiques 1 – magazine trimestriel de l'association Acrimed (mediacritiques@acrimed.org)

Vous trouverez ci-dessous un compte-rendu succinct de la conférence-débat du 6 janvier 2012 à l'Espace Villon à Vesoul, animée par Laurent CORDONNIER, économiste, collaborateur au Monde Diplomatique. Vous verrez que dans la liste des mesures qu'il qualifie lui-même «d'extrême-centre», le conférencier n'a pas fait figurer l'annulation des dettes publiques...

L'Europe atteinte par la crise et la dette. Et les peuples ?

Comme d'autres économistes, Laurent Cordonnier, situe l'origine de la crise mondiale, économique, financière et sociale à une trentaine d'années. «Le système de prédation» mis en place par les grandes entreprises et les milieux financiers marque la fin des Trente glorieuses, d'après guerre. Les peuples souffrent et la finance qui a pris le pouvoir sombre.

Y- a-t'il des choses à faire ? Des remèdes d'urgence paraissent nécessaires.

Laurent Cordonnier, comme beaucoup d'autres économistes, date des années 79-80 ce tournant néolibéral. Christophe Ramaux (économiste à Paris 1) en résume ainsi les quatre axes principaux :

1. la déréglementation financière, entraînant l'excroissance des marchés financiers et la libre circulation mondiale des capitaux
2. le libre-échangisme permet la circulation des marchandises dans le monde entier
3. la contre-révolution fiscale permet de baisser l'impôt des entreprises et des possédants
4. le démantèlement des compromis salariaux noués durant la période des trente glorieuses

La libéralisation financière contraint les entreprises à se fixer comme objectifs de gagner le plus d'argent possible : 15% par an ! Cette exigence de gagner d'avantage et de créer de la valeur pour l'actionnaire a pour conséquence de limiter de plus en plus les projets d'investissements. Le mécanisme est alors en place… Les marges des entreprises doivent augmenter pour alimenter les profits et payer les dividendes. Le partage profits/salaires n'est plus équilibré et entraîne une diminution de la demande qui régresse du fait des politiques sociales et de la non-évolution des salaires.

Le système économico-financier et les états adopteront alors la mauvaise solution de laisser filer les déficits publics… L'endettement des ménages est alors encouragé dans le cadre d'une consommation développée. C'est notamment le cas aux Etats-Unis et dans bien d'autres pays. La parait France moins touchée en raison sa tradition d'épargne populaire. Mais le surendettement menace.

Cet endettement fait partie du système capitaliste : la dette augmente et va encore augmenter. Les politiques de rigueur ne sont pas loin. Pour le conférencier : «le politiques de rigueur tuent le malade et la fameuse croissance n'est plus au rendez-vous…On va droit dans le mur et le monde capitaliste ne peut plus faire semblant…».

L'économiste, maître de conférence entrevoit quelques lueurs dans ce qui serait nécessaire de faire :

- au niveau européen, la Banque Centrale Européenne doit pouvoir racheter les dettes publiques des états en difficulté
- prendre garde des défauts de paiement des Etats qui peuvent faire chuter les banques avec des risques pour les épargnants
- enrayer la régression salariale
- relancer l'inflation ? Pour Laurent Cordonnier, un retour à l'inflation par une augmentation des salaires ne flouerait ni les profits, ni les salariés. Elle exigerait une négociation sociale centralisée au niveau européen qui permettrait une augmentation des salaires d'environ 5% par an.

Le chaînon manquant de la Zone euro réside dans le fait qu'il n'y a plus possibilité de dévaluer la monnaie qui pourrait être porteuse d'une dynamique. Une inflation maîtrisée pourrait protéger le partage des revenus.

- renverser le pouvoir de la finance ; y ouvrir des brèches car celle-ci est au bord du gouffre

Pour conclure Laurent Cordonnier propose des mesures qu'il qualifie «d'extrême-centre» :

- modifier les règles de fonctionnement des grandes entreprises où les salariés seraient effectivement représentés dans les conseils d'administration
- dé-privatiser les banques avec un renforcement des règles bancaires
- re-spécialiser les banques : banques de dépôts/banques d'affaires et d'investissement
- socialiser le crédit (Voir Frédéric Lordon)

La France et de nombreux autres pays restent entre les mains d'une oligarchie financière. La prise de conscience des peuples est en marche pour dénoncer « cette démocratie confisqué . L'imaginaire d'un autre fonctionnement est possible avec un travail d'ouverture des peuples à ce questionnement.

René Sagot 9.01.2012

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un texte paru sur le site du CADTM. L'auteur y décrit quelques unes des limites de la campagne pour une Commission d'audit de la dette publique grecque, et fait des propositions pour les dépasser.

Une analyse parue dans les colonnes d'ACC n° 228 (octobre 2011) et intitulée *«L'audit : un compromis citoyen entre bourgeoisie éclairée et encadrement»*, plus critique encore, mettait bien en lumière les pièges de la démarche de l'audit, en fournissant des moyens pour les déjouer. La description des activités du *«Conseil Populaire 68 pour la récusation des dettes publiques»* paru dans notre numéro 230 (décembre 2011), qui mettait l'accent sur l'intérêt de se contenter d'un audit partiel assorti d'une exigence de moratoire sur la dette, donnait un exemple concret de démarche plus offensive, évitant certains écueils. Signalons à ceux qui souhaitent agir qu'ils peuvent prendre connaissance de tous ces documents et analyses sur www.acontrecourant.org, catégorie «dette publique».

Quelles priorités pour l'audit de la dette ?

par **Yorgos Mitralias**

Audit intégral quasi impossible

Au moment où la Campagne grecque pour l'audit de la dette publique fait des émules un peu partout en Europe, un premier bilan de son activité s'impose (…), pour lancer le débat non plus sur la dette elle-même, mais plutôt sur les dimensions politique, sociale et émancipatrice du combat pour son audit par «en bas».

Première constatation : bien que riche en enseignements, l'expérience équatorienne d'audit (réussie) de la dette publique ne peut pas être répétée dans l'Europe : sauf situation (pré)révolutionnaire, il n'y aura jamais de président Rafael Correa européen pour signer des décrets facilitant la tâche d'une commission indépendante d'audit de la dette. Inutile de dire qu'en cas de situation pré-révolutionnaire, la question de l'audit de la dette tendra à s'éclipser devant l'urgence d'autres tâches…

(…) Autre constat: aux temps des diktats de la Troïka supranationale où la bourgeoisie viole allègrement sa propre Constitution, il serait illusoire et même naïf de croire que la seule invocation des droits démocratiques pourrait contraindre les gardiens du temple capitaliste à ouvrir leurs archives pour faciliter la réalisation d'un audit de (leur) dette publique. (…)

Mener à terme un audit citoyen intégral et détaillé de la dette publique dans l'Europe actuelle est pratiquement impossible**.** Cette vérité doit être admise, expliquée et dite ouvertement (pour éviter) le découragement des militants et experts de bonne foi dès qu'ils prendraient conscience d'être à la poursuite d'une chimère…

Mais (il n'y a pas impossibilité) d'entreprendre ou de faire avancer un audit ou de le traduire en un puissant mouvement de masse (…), en posant la question de la transparence et de la gestion démocratique de la dette publique (…) pour la désacraliser aux yeux des citoyens qui ont été éduqués (par ceux d'en haut) à ne pas se mêler des affaires qui sont du domaine des gouvernants.

(…) L'audit ne soit pas être l'affaire de seuls experts (…) Vue l'impossibilité d'une collaboration de la part des gouvernants, c'est seulement la société mobilisée et les citoyens «anonymes» dans les ministères, les services publics et les mairies, les entreprises, les facultés et les bureaux qui peuvent avertir de l'existence d'emprunts et de dettes illégitimes et scandaleux (…). Sans eux, l'audit soit n'existera pas, soit sera condamné à des généralités sans jamais pouvoir entrer dans le vif du sujet.

Évidemment, tôt ou tard il y aura intervention –même musclée- de l'État pour arrêter l'enquête. Ceci veut dire :
a) qu'on n'entretient pas des illusions sur l'éventuel aboutissement final de l'audit,
et b) qu'on prépare les militants, mais aussi toute la société, en vue de l'intervention brutale de ceux qui veulent bloquer l'enquête.

Cette approche a le mérite de ne pas limiter d'avance le champ d'investigation à la seule dette publique « officielle ». (…) C'est (probablement) l'audit des dettes « non officielles » qui a le plus de chances d'aboutir à des résultats concrets et politiquement utiles. Une autre conséquence de cette approche est (…) que le travail d'investigation doit se concentrer sur les quelques dettes qui paraissent les plus scandaleuses afin que l'audit aboutisse le plus tôt possible à des résultats tangibles (pour rendre la démarche crédible) (…). Car l'audit n'est pas une fin en soi, il n'est qu'un instrument, un moyen au service de la lutte pour l'émancipation des salariéEs et de tous les citoyens soumis à l'oppression capitaliste.

Généraliser les audits de ceux d'en bas

(…) Le mot d'ordre d'une telle approche ne peut être que ***«Contrôlons ceux qui nous gouvernent, ouvrons leurs livres de compte - prenons nos destins en main !»*** (…). Un tel mot d'ordre (vise à convaincre) «ceux d'en bas» qu'ils sont capables, qu'ils peuvent et qu'ils doivent s'(auto)organiser. (…) Ici se pose la question de l'autonomie des mouvements sociaux qui continue à poser problème aux formations de gauche, toutes tendances confondues. (…) Vouloir traiter les mouvements sociaux comme courroies de transmission des choix décidés ailleurs qu'en leur sein, est le chemin le plus court qui mène à l'isolement de ses avant-gardes ! Ne pas montrer un respect total à l'autonomie des mouvements de «ceux d'en bas» c'est se couper d'avance des mouvements tels que les Indignés, les Aganaktismeni ou les Occupy Wall Street qui défendent leur indépendance et sont méfiants à l'égard du monde politique traditionnel. (…)

Ainsi, la Commission (nationale ou internationale) peut et doit gagner la confiance des comités de base en se montrant simplement utile à leurs luttes quotidiennes. (…) Elle doit servir de référence et faciliter leur coordination (…), ne serait-ce que pour les faire profiter de la dynamique développée par l'extension de la mise en réseau. Dans ces conditions, ces comités de base pourraient commencer à apparaître comme des embryons d'un contre-pouvoir naissant, d'autant plus rapidement que la crise systémique actuelle s'approfondit. Par la suite, (…) un congrès de tous ces comités pourrait représenter un saut qualitatif dans la lutte de «ceux d'en bas» contre leurs bourreaux néolibéraux. (…)

L'union (internationale) fait la force

(...) Face à un ennemi (de classe) supranational uni, rodé, expérimenté, coordonné, surarmé, et surtout déterminé à en découdre avec la classe ouvrière, toute tentative de résistance à la barbarie néolibérale qui prétendrait rester enfermer dans ses frontières nationales est condamnée d'avance à l'échec : la dette et les politiques d'austérité draconiennes qu'elle engendre sont en effet totalement internationalisées. (…) La rencontre, l'échange d'expériences, la mise en réseau, la coordination, l'élaboration programmatique et l'action commune de tous les mouvements sur la dette doivent donc constituer une tâche prioritaire. (...)

Athènes, 7 décembre 2011

Etatisme contre libéralisme ?

C'est toujours le capitalisme

Après son livre sur « ***La Crise...*** » édité il y a deux ans où il tentait d'expliciter ce qu'elle était, Tom THOMAS publie ce nouvel ouvrage qui voit sa réflexion porter sur l'apparent antagonisme entre Etatisme et Libéralisme. Antagonisme purement fictif politiquement puisque l'une et l'autre version procèdent du, et sont, le capitalisme. Ce qu'il veut démontrer. Schématiquement le libéralisme – néo aujourd'hui - est l'apanage de la bourgeoisie détentrice des conditions de la reproduction du capitalisme, reproduction de plus en plus aléatoire dans le cadre de la mondialisation, alors que l'étatisme serait plutôt du ressort des forces représentant ou soutenant le prolétariat: partis de gauche, syndicats, mouvements sociaux qui voient dans l'Etat le lieu et les moyens d'améliorer les conditions de vie, et de travail bien sûr, des prolétaires. Mais tout cela repose sur un leurre : la neutralité de l'Etat, son caractère apparent d'extériorité de la sphère capitaliste.

Or l'Etat est en quelque sorte *«le Patron en chef, le Fonctionnaire du capital dont il est la produit chargé de le reproduire, le défenseur de ses intérêts généraux»*. Et il a pour rôle, entre autres, de *«gérer le rapport social et d'organiser la reproduction de la force de travail puisque cela fait partie des conditions de la reproduction du capital».* Pour l'auteur, si l' Etat assume ce rôle, qui est reconnu, ce n'est que dans la limite étroite de ce but, ce qui l'est moins. Ce qui conduit à considérer que, dans la situation actuelle *«d' extrême sénilité du capitalisme»*, il est faux de prétendre que l'Etat pourrait, simplement en changeant de personnel dirigeant (l'alternance) résoudre la crise du capitalisme, relancer la croissance et l'emploi, réduire les profits et augmenter les salaires, maîtriser le capital financier pour le réorienter vers l'industrie et *«autres balivernes de discours électoraux sociaux-démocrates»*. Car, affirme T. Thomas, la crise n'est pas financière, en tout cas pas par essence, mais elle est née d'un *«blocage fondamental de la reproduction du capital, de sa valorisation et accumulation à ce stade de son développement économique».*

Si les étatistes promettent ces merveilles, c'est non seulement parce qu'ils aspirent au pouvoir et aux avantages matériels et honorifiques qu'il procure, mais aussi, et surtout peut-être, parce qu'ils sont victimes de ce que l'auteur nomme le «*fétichisme de l'Etat*», idéologie bien ancrée chez ceux qui voient en l'Etat une instance neutre et régulatrice. Or prétendre réguler le capital, le «moraliser» selon le mot à la mode même chez les libéraux – ce qui, entre parenthèses, montre bien le caractère anodin du terme puisque libéraux et étatistes s'en prévalent - c'est toujours maintenir l'Etat dans sa fonction d'agent du capital. Et ce fétichisme ne touche pas que les aspirants au pouvoir, mais aussi une bonne partie du peuple, d'où la force des étatistes. C'est parce qu'ils font une analyse faussée de la crise, nous dit l'auteur –crise que les « fétichistes » considèrent comme la conséquence d'une politique «libérale» alors qu'elle est celle *«du rapport d'appropriation capitaliste lui-même »* - que régulateurs et, en fin de compte, électeurs pensent qu'on peut lui opposer une autre politique : l'étatisme.

En définitive, les prolétaires, et avec eux les peuples, ne sortiront du capitalisme à l'agonie (*«extrême sénilité»)* et des catastrophes sociales, humaines, écologiques qui en résultent pour eux et, par extension, pour la planète, sans en arriver, comme le disait déjà Marx il y a cent cinquante ans, à la destruction de l'Etat actuel par une révolution au lieu d'en remettre les rênes dans les mains de politiciens étatistes. Une ligne de démarcation doit être nettement marquée entre les défenseurs du capitalisme, parmi lesquels on peut ranger les étatistes qui prétendent l'améliorer, et ses ennemis. D'où la virulence de l'attaque contre l'Etat (un sous-chapitre porte le titre «*L'Etat comme ennemi*»), ce qui a valu à l'auteur quelques déboires près de certains éditeurs l'accusant de «statophobie» pour justifier leur refus de publier l'ouvrage. La période, quelques mois avant l'élection présidentielle, n'est peut-être pas étrangère à leur décision.

«***Etatisme contre libéralisme ? C'est toujours le capitalisme***» 120 pages. Diffusion : Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac 75005 Paris. 10 € l'exemplaire, 6€ par exemplaire supplémentaire.

J.F

Note : les citations en italiques sont extraites de la lettre accompagnant le livre adressé par l'auteur à ACC.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas. Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 214 (Février 2012) d' "***Alternative Libertaire***".

Quand elle est diffusée en kiosque (une fois sur deux seulement car AL est victime des obstacles matériels et financiers que met désormais Presstalis à la diffusion de la petite presse), cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Austérité, Austérité, Austérité

C'est fait. Standard & Poor's a dégradé la France. Fini le triple A ! C'est pourtant au nom de la sauvegarde de cette «note» que le gouvernement avait multiplié les attaques contre le camp du travail en imposant deux plans de rigueur. Un triple A qui n'a en fait toujours eu qu'une seule signification pour les travailleuses et les travailleurs : **A**ustérité, **A**ustérité, **A**ustérité. Un triple A, totem de la bourgeoisie, qui n'est que le symbole de la guerre que nous livre le capital. Et c'est au nom de sa reconquête que de nouveaux plans d'austérité nous sont promis !

Entre TVA anti-sociale et «assouplissement» des 35 heures (comprendre le retour aux 40 heures payées 35), ce sont les patrons qui se pourlèchent les babines… Que dire face à cela du «Sommet social» le 18 janvier dernier qui réunissait État, patronat et les syndicats CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC ? Qu'il n'est que la mascarade d'un prétendu dialogue entre «partenaires». Nous n'avons aucun intérêt en commun avec ceux qui profitent de notre travail !

À l'heure où l'on compte 5 millions de chômeurs et chômeuses et 3 millions et demi de précaires, que des organisations syndicales aient préféré les dorures de l'Élysée au travail de mobilisation laisse songeur quand à l'état de déliquescence des «grandes» confédérations. Le camp «radical» – que veut incarner Solidaires, les équipes combatives de la CGT ou de la FSU – cherche à reconstruire une véritable remobilisation sociale. Nul doute qu'il s'agit bien en effet de tracer le chemin de la lutte. Même pied à pied.

Alternative libertaire, le 25 janvier 2012

Presse libre en danger

4ème épisode : Des surprises

Résumé des épisodes précédents

Quelques rappels pour celles et ceux qui n'auraient pas lu nos trois derniers numéros.

Cela couvait depuis plus d'un an. La petite équipe éditrice d' «A Contre Courant» devait surmonter des contraintes de préparation d'envoi et de facturation de plus en plus lourdes exigées par la PIC (Plateforme Industrielle du Courrier) de Mulhouse. En septembre 2011, on nous prévient qu'à partir du 1er janvier 2012, à chaque envoi, les 1400 exemplaires de la revue devront être mis sous enveloppe ou sous film plastique. Une condition impossible à satisfaire avec nos petits moyens militants et financiers. Nous étions donc menacés dans notre existence. On décide alors de créer un collectif avec des syndicalistes CGT et SUD de la Poste et une autre revue éditée par la CGT du Haut-Rhin, «Contact 68», en butte aux mêmes difficultés qu'ACC. A chacune de nos parutions (voir les n° 228, 229 et 230 et tous les documents mis en ligne sur notre site www.acontrecourant.org, catégorie «presse libre en danger»), nous faisons le point sur la situation. De nombreux lecteurs nous expriment leur solidarité, des liens se créent avec d'autres revues et des informations s'échangent, surtout depuis le lancement d'un appel et d'une pétition sur internet.

Des surprises

Depuis fin décembre / début janvier, nous allons de surprise en surprise.

On nous fait d'abord savoir que la Poste a lancé un «nouveau produit» (c'est comme cela qu'ils parlent, en s'adressant à leur «clients» !) qui devrait nous intéresser, puisqu'il bénéficie du tarif presse. Ils l'appellent *«envoi à découvert»*, ainsi décrit : *«L'envoi à découvert est une modalité de conditionnement des envois permettant aux éditeurs de presse de déposer les publications sans emballage»*. Sans emballage ? Tiens donc !?... C'est tout le contraire des prescriptions émises jusqu'à présent par la Poste qui a toujours exigé qu'on se prépare, soit à une mise sous enveloppe, soit à une mise sous plastique des envois; de ce point de vue, les cadres zélés de la PIC Mulhouse n'avaient montré qu'un peu de précipitation et une hargne particulière pour exiger cette forme d'emballage impérativement dans le Haut-Rhin à partir de janvier 2012[1]. La Poste - officiellement pour des raisons écologiques – va donc accepter que l'envoi de notre premier numéro de 2012 se fasse dans les mêmes conditions que les précédents ? Oui, sans doute, nous répond-on, embarrassé, à la PIC Mulhouse.

On a eu du mal à y croire. Mais un courrier du 6 janvier émanant de la «direction Territoriale Alsace» (à Strasbourg) nous le confirme : «*Il apparaît qu'une inquiétude relative à un refus de prise en charge aux conditions Presse semble avoir été précédemment appréhendée à votre niveau* (…) *nous tenons à vous rassurer car la formulation utilisée* (dans un courrier de septembre 2011) *est à présent identifiée comme malvenue et indélicate*». La direction régionale de Strasbourg - qui jusqu'ici s'était montrée encore plus abrupte que la PIC Mulhouse - va jusqu'à s'accuser soudainement d'«indélicatesse»... De pareilles excuses sont également adressées à d'autres revues haut-rhinoises qui avaient été menacées ces derniers mois.

Autre surprise, qui vient d'encore plus haut : quelques jours plus tard, «A Contre Courant» est contacté par téléphone par le responsable de la région Grand Est, chargé de la presse à la Poste, lequel, manifestement, recherche l'apaisement en tenant un discours de «postier» très soucieux du bon fonctionnement du service public et qui prend en considération les difficultés auxquelles sont confrontés les éditeurs de petite presse. Etonnant, non ?

Il est évident que le scénario aurait été différent si la mobilisation de militants, d'éditeurs de revues, de syndicalistes, et la vôtre, lectrices et lecteurs, n'avait pas eu lieu, ou était restée timide ou invisible.

Les 830 signatures – et nous espérons que ce n'est qu'un début ! – rassemblées en un mois au bas de la pétition «*la petite presse libre en danger*» (http://www.petitionpublique.fr/?pi=PPLED) a donné une indication de l'élan de solidarité, vérifiable en ligne par ceux qui l'apprécient, comme par ceux qui l'apprécient moins. La disponibilité permanente de la liste des signataires a permis de donner à l'action une dimension plus collective en favorisant les contacts et les échanges d'informations, d'où naîtront de nouvelles initiatives.

Ces premiers résultats un peu inattendus nous réconfortent. Nous remercions vivement toutes celles et tous ceux qui les ont rendus possibles. On s'autorise à penser, au moment de la confection de ce numéro, qu'il sera diffusé normalement au tarif presse. On s'autorise aussi une augmentation (exceptionnelle) de la pagination : le surcoût pourra être financé en puisant dans la réserve que nous avions constituée -à partir des dons et des nouveaux abonnements, encore merci !- pour payer la lourde surtaxe dont on nous menaçait. Inconvénient de tout cela : un retard de parution du présent numéro, imputable à la surcharge de travail qu'encaisse mal notre trop petite équipe.

Des questions

Mais il faut raison garder : on bénéficie, au mieux, d'un répit. La vigilance s'impose, des questions se posent, la mobilisation doit se poursuivre.

La PIC Mulhouse continue à nous em... avec des exigences d'adjudant à la masse (cf ACC n° 228) en nous obligeant à traverser toute la ville pour déposer quelques exemplaires «complémentaires», sous plis séparés pour deux numéros au même destinataire, avec, pour chaque numéro, un bordereau 1289 A dûment rempli. Et d'invraisemblables tracasseries nous obligent toujours à renoncer à l'insertion d'encarts lors de l'expédition du numéro «normal» (cf la dernière page).

Il faut s'attendre (après les élections ?) à de nouvelles menaces concernant l'emballage de nos envois puisque, dans les courriers d'excuse adressés à toutes les revues haut-rhinoises, il est fait mention de l'attente par la Poste *«d'une évolution favorable du conditionnement de la publication»*. Mais alors à quoi sert-il d'avoir lancé le «nouveau produit» appelé «*envoi à découvert*» ? Le conditionnement sous bande ou étiquette auto-collante actuellement utilisé par les revues qui ont été menacées n'est-il pas conforme à la définition de cet «*envoi à découvert ?*». Eh bien non, figurez-vous, car des conditions, inaccessibles pour la plupart des petites revues, ont été ajoutées à la définition du «produit». Du genre : poids minimal de 50 grammes, dimensions minimales, des exigences concernant les positions et tailles des caractères composant l'adresse, exclusion des multiples, etc... L'adjudant n'aura que l'embarras du choix.

Dans ces conditions, une revendication s'impose pour l'immédiat : que toutes les revues actuellement expédiées sous bande se voient accorder sans délai et sans restriction le statut d'*«envoi à découvert»,* pour mettre définitivement l'adjudant dans l'impossibilité d'imaginer quelque entrave perverse. Voilà une raison pour poursuivre la mobilisation, signer et faire signer la pétition. Mais ce n'est de loin pas la seule. Car, sur l'essentiel, rien n'est gagné.

L'essentiel et l'action

En effet, le plan d'application des hausses de tarif postal mis en place depuis une quinzaine d'années dans le cadre des accords «Etat-Presse-Poste», concoctés sans la petite presse et à ses dépens, se poursuit. Ainsi, à partir du 1er janvier 2012, la hausse est de 6,14% ! Cela doit continuer au moins jusqu'en 2016. Des milliers de revues ont déjà disparues, (ou ne sont pas apparues) du fait de ces augmentations. Des milliers vont encore disparaître si rien n'est fait pour arrêter ce rouleau compresseur liberticide.

Le problème est ancien et se pose dans tous les pays. C'est celui des aides publiques à la presse et des critères de répartition qui relèvent de choix éminemment politiques. Dans un article publié dans le «Monde Diplomatique» de février 1990[2], son directeur, Claude Julien, pointait déjà à ce sujet des dérives favorisant les concentrations sous forme de grandes «entreprises» de presse et la prolifération publicitaire financée par le contribuable.

Il y a plusieurs types d'aides à la presse. Celle qui nous concerne ici est l'aide postale qui aurait représentée[3] en gros, en 2010, un peu plus du 1/4 d'un total d'environ un milliard d'euros consacré d'abord à soutenir de diverses manières les grands titres politiquement corrects. Comme par hasard, c'est la seule dont pouvait bénéficier la petite presse, à savoir l'aide postale, qui est dans le collimateur des libéraux ces dernières années.

Les choses vont-elles changer ? A croire les promesses du candidat PS, oui. Hollande veut orienter les aides en «*grande majorité vers la presse qui s'adresse au citoyen*». Si cette promesse est aussi bien tenue que celle de Mitterrand qui prétendait en 1981- dans la ligne des ordonnances de 1944 - s'attaquer à la concentration des titres dans des grands groupes, ce n'est pas gagné, foi de Crédit Mutuel ! Un autre indice pourrait laisser penser à une évolution : il y a quelques jours, la Commission Européenne vient d'autoriser l'Etat français à verser à la Poste une compensation de près de deux milliards d'euros pour la période 2008-2012. En clair, la Poste est notamment autorisée à distribuer la presse à perte en demandant à l'Etat de payer, y compris pour 2012, sans pour autant se faire accuser de porter atteinte à la concurrence libre et non faussée. Est-ce pour cela que la Poste vient de s'autoriser à créer le nouveau «produit» «*envoi à découvert*» ?...

Une chose est sûre, lectrices et lecteurs, il faut se mobiliser ! En signant et en faisant signer la pétition. En insistant auprès des équipes éditrices de vos revues préférées pour qu'elles signent aussi et publient des articles sur le sujet. Nous nous efforcerons de mettre à jour et en ligne la liste des revues qui se sont déjà impliquées, ainsi que les dernières informations et les documents utiles.

Ah ! si d'autres équipes, éditrices ou non, pouvaient s'impliquer et prendre des initiatives, ça nous arrangerait bien, car on a du mal à suivre. Et ce serait un début de réalisation de ce projet un peu fou, mais nécessaire, qui consisterait à mettre sur pied un collectif national capable de faire entendre la voix de la petite presse.

Mulhouse, le 2 février 2012

1) Il y a souvent des volontaires en Alsace pour engager des «opérations pilote» qui préparent la généralisation de graves régressions. En l'occurrence, l'opération s'est terminée par un crash ; l'enquête déterminera (peut-être) qui a lancé le missile...

2) Nous mettons cet article de février 1990 en ligne sur le site www.acontrecourant.org, catégorie «presse libre en danger». Vous y trouverez aussi le projet de plateforme revendicative en partie inspirée de l'article de Claude Julien, et d'autres documents utiles pour l'action.

3) Les chiffres officiels sont à prendre avec des pincettes. On sait, par exemple, que l'Etat ne rembourse pas, ou mal, les sommes que la Poste prétend avoir perdues en distribuant la presse à un tarif préférentiel. Et comment la Poste s'y prend-elle pour évaluer le coût d'acheminement d'un exemplaire ?...

Les nouveaux chiens de garde

La classe dominante accapare tout, s'octroie tous les droits. Si la petite presse libre se voit sournoisement et progressivement interdite d'accès aux différents canaux de distribution comme la Poste ou Presstalis (ex NMPP), qui ont longtemps assuré des missions de service public, un documentaire dérangeant comme ***«Les nouveaux chiens de garde»*** n'a pas non plus accès aux chaînes de télévision publiques pour sa diffusion. Qui va lancer une pétition et des actions pour exiger la programmation sur la 2, à 20h 30, des ***«nouveaux chiens de garde»*** suivie d'un débat animé par les réalisateurs (Gilles Balbastre et Yannick Kergoat) et les scénaristes (Serge Halimi, Pierre Rimbert, Renaud Lambert) ? Il est probable qu'il faudrait au moins réussir à créer une situation pré-révolutionnaire pour obliger lesdits «chiens de garde» à laisser dévoiler leur avilissement au grand jour. Les maîtres qui les paient ont suffisamment de gratitude et de moyens pour les protéger de ce déshonneur et faire, comme l'a dit le «*Canard enchaîné*», que ce documentaire reste interdit de télé jusqu'à la saint-glinglin...

Mais, quand même, ça vaudrait le coup de se mobiliser. On ne serait pas tellement occupé par une autre pétition et d'autres actions sur la «Petite presse libre en danger» qu'on essaierait, au moins pour rappeler qu'on n'accepte pas que les chaînes de télévision soient confisquées par une caste arrogante au service du capital, pour souligner aussi que ce documentaire est à la fois éducatif et amusant et (vous) convaincre d'aller le voir, absolument ! Pour savoir où il sera projeté - avec débat – ces prochaines semaines consultez la page http://www.lesnouveauxchiensdegarde.com/

Médiacritique(s)

L'association Acrimed, qui a contribué à la réalisation du film «les nouveaux chiens de garde», fait paraître depuis octobre dernier un magazine trimestriel, intitulé **«Médiacritique(s)»,** disponible en kiosque ou par abonnement. Acrimed est depuis longtemps un site internet de critique des médias. Pourquoi un magazine papier ? «*Tous les supports sont bons pour rendre accessible cette critique, et pour donner les moyens à ceux qui la soutiennent de la partager et de la diffuser. En second lieu parce que nous avons conscience des limites de l'outil internet (lecture à l'écran, tendance au zapping, surcharge d'informations...), et savons que rien ne remplacera définitivement le papier*» affirme l'équipe réalisatrice dans l'édito du n° 1, pour conclure : «*Si un autre monde est possible, d'autres médias le sont aussi. Pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires. Médiacritiques(s) est l'un d'entre eux.*»

Le n° 2 (janvier 2012) vient de paraître, avec, au sommaire, un dossier *«sexisme médiatique»*. Encore une revue que les dirigeants/privatiseurs de la Poste n'accepteront de distribuer à tarif réduit qu'à contrecœur... à supposer que la CPPAP veuille bien accorder son agrément.

On ne résiste pas à l'envie de reproduire deux des citations publiées sur la dernière page du n° 2. Elles sont l'oeuvre des «indignés» aux Etats-Unis et en Espagne, stimulés par un mouvement social dynamique : *«Si vous n'y prenez garde, les journaux vous ferons haïr les opprimés et adorer ceux qui les oppriment»*. Et : *«Les politiques nous pissent dessus. Les médias disent qu'il pleut.»* Il y en a d'autres, aussi percutantes.

Pour les découvrir toutes, il faut vous abonner ! Le bulletin d'abonnement et le chèque à l'ordre d' *«Action-Critique-Médias»* sont à envoyer à l'adresse : Action-Critique-Médias 39 rue du Faubourg St Martin 75010 PARIS. Abonnement pour un an (soit 4 numéros) : 15 euros (soutien 20 euros ou plus). Tél : 09 52 86 52 91. Courriel : mediacritiques@acrimed.org

Rencontres et lectures à contre courant

France d'en haut, France d'en bas

Maurice Rajfus examine les rapports complexes entre dominants et dominés, dans tous les domaines de la vie sociale. Ils les décrypte minutieusement, en mêlant analyse et anecdotes. La *France d'en haut*, les dominants, les gagnants, méprisent, exploitent et écrasent la *France d'en bas*, en toute bonne conscience d'être toujours «*dans le sens de l'histoire*». La *France d'en haut* est encouragée dans ses certitudes par ceux et celles qui la courtisent, ou même qui l'encensent, la sacralisent. La question qui découle évidemment de ce constat est : qui collabore activement ou passivement, consciemment ou inconsciemment, au processus ? *Les dominés seront-ils toujours soumis ?* L'auteur analyse le système qui génère aliénation, inégalités et individualisme.

Après *À vos ordres ? Jamais plus !* et *L'Intelligence du barbare*, «***France d'en haut, France d'en bas»*** est le dernier opus d'une trilogie parue aux éditions du Monde Libertaire. 200 pages. 12 euros.

Divin capital

Claude Margat affectionne les univers étranges et conditionnés. «Les locataires» de ce récit au vitriol vivent un calvaire sans fin qui pourrait bien n'être que la métaphore de celui qui se prépare pour nous. Dans la perspective de ce livre inclassable et politiquement incorrect, la misère capitaliste prend un aspect sinistrement cocasse. Être normal, est-ce être déjà mort ou seulement survivant ?
C'est lorsque le ridicule atteint le sublime que la normalité prend froid.
De toute évidence, Margat se réjouit de l'entendre tousser. Il dit aussi, pour se dédommager d'une indéniable cruauté envers ses semblables, que la prophétie est seulement un épiphénomène de l'exactitude…

«Divin capital» de Claude Margat est paru aux Editions libertaires 35, allée de l'Angle Chaucre 17190 ST GEORGES D'OLERON. Tél. 05 46 76 73 10. editionslibertaires@wanadoo.fr . 5 euros.

S'opposer à la marchandisation du monde

L'abattage des forêts, l'épuisement de la nappe phréatique, la destruction de la vie sauvage et de la vie sociale locale, et son remplacement par une vie artificielle basée sur son inutilité et sa marchandisation, n'est-ce point cher payé pour le bénéfice de quelques emplois creux ? Ce livre revient sur l'opposition à l'implantation d'un complexe touristique industriel dans une région sylvestre de l'Isère, les Chambarans, et s'intéresse autant à l'histoire locale qu'aux motivations de l'opposition à Center Parcs.

«S'opposer à Centers Parcs et à la marchandisation du monde» d'Henri Mora est paru aux Editions Le monde à l'envers. 240 pages. 10 euros.

Essais VI : Les Lumières des positivistes

Dans la philosophie européenne du XXe siècle, le positivisme logique du cercle de Vienne (1924–1936) est le courant qui a porté le plus loin l'héritage des Lumières. Éradiqué par le nazisme, il est honni depuis plus d'un demi-siècle par les courants irrationalistes et antiscientifiques dominants. *«Dans la haine du positivisme, qui n'est souvent pas très différente de celle du mode de pensée scientifique lui-même, on peut aisément percevoir la peur de la vérité et de ses conséquences»*, écrit Jacques Bouveresse. Bien qu'il n'ait jamais compté lui-même parmi les positivistes, il enseigne leurs idées et les défend pour la clarté, la rigueur et l'honnêteté de leur style de pensée ; pour leur proximité avec les bouleversements de la science contemporaine, et leur insertion dans le mouvement d'émancipation sociale et politique.

Les cinq essais réunis dans le présent volume ont été écrits entre 1971 et 2011. On y trouvera à la fois une présentation claire des concepts centraux des positivistes logiques, un éclairage neuf (nourri de la recherche historique la plus récente) sur le contexte culturel et politique de la formation de leurs idées (notamment celles de Rudolf Carnap), et une évaluation philosophique de quelques-unes de leurs thèses fondamentales.

«Essais VI : Les Lumières des positivistes» de Jacques Bouveresse, avant-propos de Jean-Jacques Rosat est paru aux Editions Agone BP 70072, 13192 Marseille cedex 20 http://agone.org

Théorie et pratique de l'anarchosyndicalisme

Rudolf Rocker (1873-1958) est l'une des figures les plus marquantes de l'anarchisme du XXe siècle. Il a exercé une immense influence sur un grand nombre de militants et de théoriciens libertaires ultérieurs, notamment Noam Chomsky. Rédigé à la demande d'Emma Goldman en pleine guerre civile espagnole, avec l'ambition de faire connaître à un large public les idéaux qu'elle incarnait et les moyens qu'elle mettait en oeuvre pour les atteindre, Anarcho-Syndicalism : Theory and Practice est paru à Londres en 1938. L'ouvrage présente l'anarchosyndicalisme, son histoire, ses méthodes et ses finalités; une présentation qui est tenu pour un des classiques de la théorie anarchiste. La traduction inédite qui en est proposée ici a été réalisée par Normand Baillargeon. Elle est précédée d'une introduction du traducteur et suivie d'une bibliographie qui replacent l'auteur dans son époque et l'oeuvre dans son contexte.

«Théorie et pratique de l'anarchosyndicalisme» est paru aux Edition Aden. 193 pages. 19 euros.

Décroissance ou récession

La décroissance n'est pas la récession économique avec son cortège de misères sociales et psychiques. La crise actuelle est l'enfant des amoureux de la croissance et rien ne serait plus grave qu'elle fasse oublier la nécessité de sortir du productivisme. Rien ne serait plus grave que la décroissance soit absente du débat politique. Rien ne serait plus grave que des forces réactionnaires politiques ou religieuses s'en emparent. La décroissance ne peut être que de gauche, sauf à perdre son âme émancipatrice. L'objection de croissance est la seule chance pour les gauches de renouer avec un projet émancipateur.

«Décroissance ou récession» de Paul Ariès est paru aux Editions Parangon. 144 pages. 12 euros.

Elles ont fait l'Amérique

Les femmes sont absentes de l'histoire officielle de l'Amérique – ne le dit-on pas assez ? Les Amérindiennes certainement, mais aussi toutes les autres, sans distinction culturelle : Inuites, Canadiennes, Anglaises, Noires, Françaises et Métisses. Plusieurs d'entre elles sont des êtres d'exception dont le contact avec ce vaste continent a révélé l'intelligence et le caractère. *Elles ont fait l'Amérique* rétablit la mémoire de quinze de ces « remarquables oubliées », héroïnes aux exploits invisibles, résistantes, pionnières, aventurières, diplomates, scientifiques, exploratrices ou artistes...

Ce livre s'inspire du matériau et de la philosophie de la série radiophonique *De remarquables oubliés*, produite et diffusée par la Première Chaîne de Radio-Canada. La version littéraire donne une nouvelle vie à l'ambition des deux auteurs : regarder l'envers de l'histoire pour éclairer le visage des gens ordinaires, qui souvent en sont les véritables acteurs.

«Elles ont fait l'Amérique» - *De remarquables oubliées – tome 1* de Serge Bouchard et Marie-Christine Lévesque est paru aux Editions Lux. 442 pages. 19 euros.

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - vient de nous imposer une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre !).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien**.
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "*A Contre Courant*", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP n° 0213 G 87630 | Dispensé de timbrage | Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 09/02/2012

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Sommaire

Page 1 ..... Edito
Page 2 à 6 ..... Fractures et grondements dans l'atelier du monde
Page 7 et 8 ..... Sortir la santé des griffes libérales
Page 9 à 12 ..... De *la Puerta del Sol* à *Wall Street*
Page 13 et 14 ..... Derrière le Dieu Marché
Page 14 ..... L'Europe atteinte par la crise et la dette
Page 15 ..... Quelles priorité pour l'audit de la dette ?
Page 16 ..... Etatisme contre libéralisme ?
Page 16 ..... Edito AL : Austérité, austérité, austérité
Page 17 et 18 ..... Presse libre en danger (4ème épisode)
Page 19 ..... Rencontres et Lectures
Page 20 ..... A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)
ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE